ResearchGate

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: https://www.researchgate.net/publication/305773015

Le territoire, miroir de la nation : espaces et sociétés dans l'enseignement de l'histoire au Québec

Article · January 2016

CITATIONS
0

READS
306

2 authors:

Frédéric Lasserre
Laval University
399 PUBLICATIONS **1,792** CITATIONS

SEE PROFILE

Catinca Adriana Stan
Laval University
26 PUBLICATIONS **15** CITATIONS

SEE PROFILE

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:

Approche postmoderniste de la gestion de la navigation touristique dans l'Arctique québécois : l'apport des théories de la conservation environnementale comme outil d'adaptation aux changements climatiques View project

Water politics and management View project

All content following this page was uploaded by Frédéric Lasserre on 02 August 2016.

The user has requested enhancement of the downloaded file.

Regards géopolitiques

CQEG Conseil québécois d'études géopolitiques

Volume 2, numéro 1, printemps 2016

Bulletin du Conseil québécois d'études géopolitiques

Le premier numéro de ce deuxième volume de *Regards géopolitiques* propose quatre articles portant sur :

- Les enjeux politiques des représentations du territoire québécois et canadiens en lien avec la construction identitaire et les aspirations des francophones (*Catinca Adriana Stan* et *Frédéric Lasserre*).
- Les enjeux de pouvoirs de la Suède dans la région Baltique afin de contester la puissance russe dans la région et ainsi minimiser les risques posés par les importations de gaz russe dans le pays (*Teva Meyer*).
- La réinvention du passé en Chine à travers le « tourisme rouge », une activité à saveur patriotique et pédagogique, qui fait référence aux visites des sites historiques en lien avec les activités révolutionnaires du Parti communiste chinois (PCC) (*Olga Alexeeva*).
- La Chine et ses objectifs géopolitiques à l'aube de 2049, qui s'appuie sur la géopolitique classique afin d'offrir une lecture originale de la grande stratégie étrangère chinoise (*Tanguy Struye de Swielande*).

En mars 2016, le programme d'intelligence artificielle de Google, AlphaGo, a battu le champion du monde du Jeu de Go, le Sud-coréen Lee Sedol. Une première mondiale!

SOMMAIRE

Sommaire du numéro.....1

ARTICLES

Le territoire, miroir de la nation : espaces et sociétés dans l'enseignement de l'histoire au Québec.....2

L'énergie : enjeux de pouvoir suédois dans la région baltique 13

La réinvention du passé : quel avenir pour les lieux de mémoire rouge dans la Chine d'aujourd'hui 19

La Chine et ses objectifs géopolitiques à l'aube de 2049 24

ARTICLE

Le territoire, miroir de la nation : espaces et sociétés dans l'enseignement de l'histoire au Québec

Catinca Adriana Stan[1] et Frédéric Lasserre[2]

[1] **Chargée de cours, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval,** Catinca-adriana.stan@dgpc.ulaval.ca
[2] **Professeur titulaire, Département de géographie, Université Laval**, Frederic.Lasserre@ggr.ulaval.ca

Résumé : Cet article porte sur les enjeux politiques des représentations du territoire québécois et canadien en lien avec la construction identitaire et les aspirations d'un des trois peuples fondateurs du Canada, les francophones. Son positionnement se définit par rapport aux deux autres, à savoir les anglophones d'origine britannique et les Autochtones. Nous analyserons également les raisons idéologiques à l'origine d'une révision constante du programme scolaire et du discours historique associé.

Dans un premier temps, nous montrerons l'écart entre le nationalisme canadien et le nationalisme québécois, qui ont un fondement commun, le territoire. Pour ce faire, nous analyserons des représentations du territoire, notamment des paysages. Nous exposerons ensuite les raisons historiques qui ont conduit à cette identité territoriale, autant pour le Canada anglais que pour le Québec. Dans la même veine, nous montrerons les tensions et les conflits que l'identité territoriale engendre, ainsi que la place des communautés amérindiennes. Enfin, nous faisons un lien entre l'identité territoriale et le nouveau programme d'histoire, qui a été au Québec au centre d'un important débat, en montrant que le retour à l'histoire politique et l'accent sur le territoire ont pour rôle de renforcer le sentiment d'appartenance des élèves.

Summary: This article is about the politics of representations of the Quebec and Canadian territory in connection with the construction of identity and the aspirations of one of the three founding peoples of the Canada, the French speakers. Its positioning is defined compared to the other two, namely the Anglophones of British origin and the Aboriginal people. We will also analyse the ideological reasons led to a constant revision of the school curriculum and associated historical discourse.

As a first step, we will show the gap between Canadian nationalism and Quebec nationalism, which have a common basis, the territory. To do this, we will analyze depictions of the territory, including landscapes. We will then expose the historical reasons that led to this territorial identity, for English Canada as well as for Quebec. In the same vein, we show the tensions and conflicts generated by territorial identity, as well as the role of Amerindian communities. Finally, we establish a link between the territorial identity and the new program history, which has been in Quebec at the center of a large debate, showing that the return to political history and the emphasis on territory perform the function of strengthening the feeling of belonging for pupils.

Mots-clefs : territoire, Québec, Canada, nationalisme, identité, citoyenneté, enseignement de l'histoire.

Keywords: territory, Quebec, Canada, nationalism, identity, citizenship, history teaching.

1. Nationalisme canadien et québécois et discours sur le territoire

A mari usque ad mare (d'un océan à l'autre). Telle est la devise de l'État Canadien, qui promeut, depuis sa fondation, l'image d'un État fort et unitaire, assis sur un immense territoire, qu'il a su s'approprier, développer et maîtriser. La référence aux deux océans trouve tout son sens si on regarde les étapes successives de l'agrandissement de l'État canadien et les provinces qui ont rejoint, l'une après l'autre, la Confédération entamée en 1867 (Fig. 1). L'océan, symbole de l'infini, suggère en fait qu'il n'y a pas de limites, que tout est possible dans ce pays qui veut être accueillant pour l'immigration.

1.1 Le paysage canadien

Selon l'hypothèse que nous avons développée dans une autre recherche[1] (Lasserre, 1998), après la Confédération, le Canada s'est donné la mission de construire une identité nationale : « À défaut de l'Histoire, c'est la Nature qui a fourni la légitimité nationale, c'est elle qu'on a représenté en forçant les

1 Il s'agit du livre traitant de la construction territoriale du Canada et du Québec, Le Canada d'un mythe à l'autre. *Territoires et images du territoire*. Montréal : Éditions Hurtubise.

FIGURE 1
Les provinces et les territoires du Canada après 1999

Source de la carte : E. Pluribus Anthony, Carte administrative du Canada, Wikimedia Commons.

traits des aspects les plus porteurs d'identité » (Lasserre, 1998, p. 30). Ainsi, le gouvernement canadien finance des écoles de peinture, notamment le Groupe des Sept, dont les tableaux représentant la nature sauvage ont eu un fort impact auprès du public anglophone (Fig. 2 et 3). Selon nos recherches, ces tableaux sont une forme de militantisme, car plus la nature est hostile et sauvage, plus le caractère des colons est fort, puisqu'ils ont su vaincre la nature et construire le pays. De ce point de vue, le chemin de fer qui a relié toutes les provinces, est le symbole de la réussite canadienne par excellence.

FIGURE 2a et 2b
Paysages canadiens soulignant l'immensité du territoire

Source: C. Gagnon, Evening on the North Shore, 1924
Musée des Beaux-Arts du Canada, En ligne, [https://www.galery.ca/fr/voir/collections/artwork.php?mkey-12866]

Source: F. Carmichael, Wabajisik : Drowned Land, 1929. Musée des Beaux-Arts du Canada, En ligne [http://www.museumsyndicate.com/item.php?item=21780]

FIGURE 3a et 3b
Paysages canadiens représentant une nature « pré culturelle »

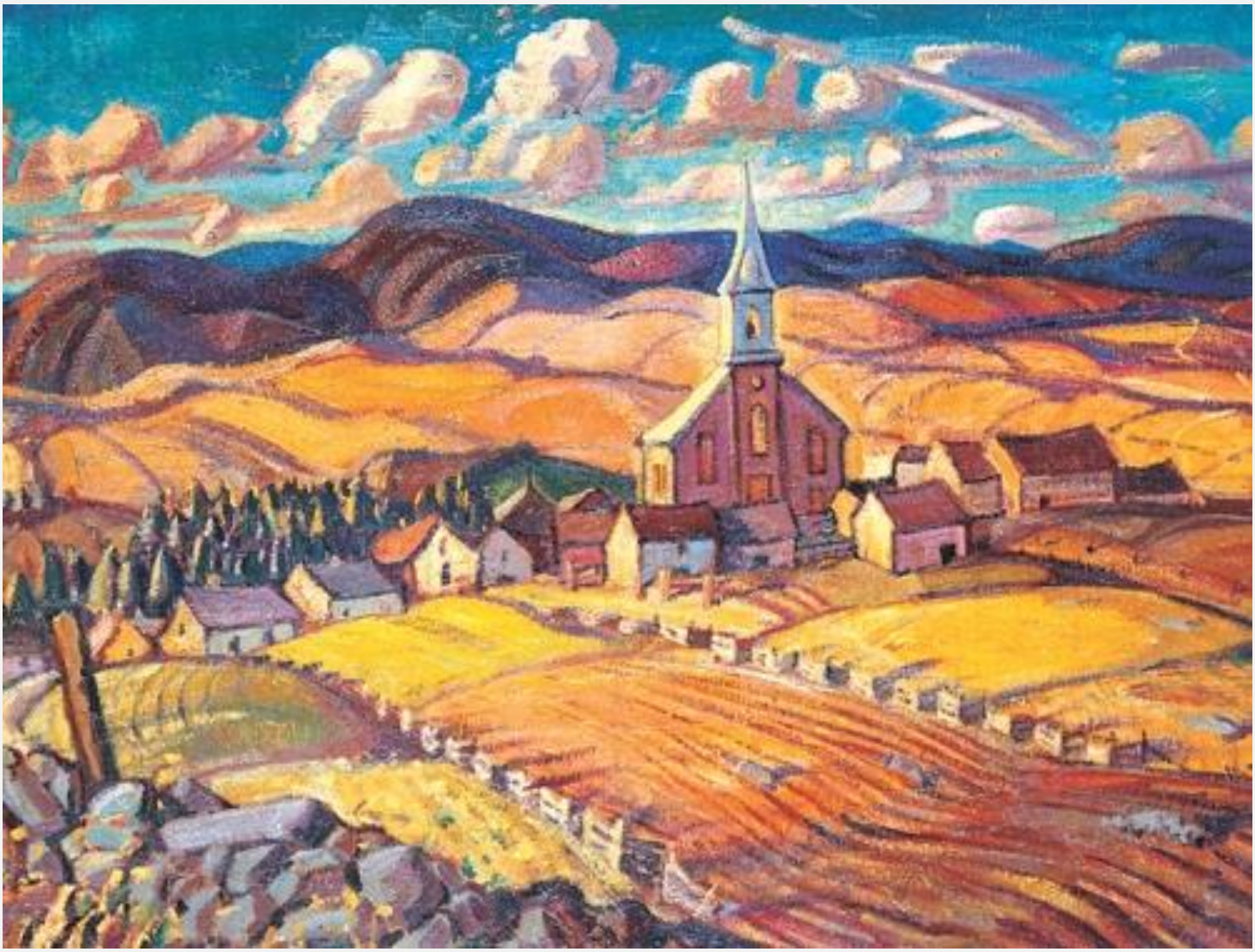
Source: J. Macdonald, The Solemn Land, 1921.
Wikipedia Commons

Source: F. Carmichael, Snow Clouds, 1938. Musée des Beaux-Arts du Canada, En ligne [http ://www.museumsyndicate.com/item.php?item=21776]

1.2 Le paysage québécois

L'identité québécoise repose essentiellement sur le passé et la langue française, même si longtemps la religion catholique a été considérée comme un facteur culturel important. La devise de la province, écrite sur toutes les plaques d'immatriculation, *Je me souviens*, renvoie à une mémoire collective du caractère francophone des Québécois, mais aussi au fait que c'est eux qui ont colonisé en premier, qui ont fondé le pays. La peinture québécoise est elle aussi instrumentalisée politiquement. Les paysages se caractérisent par la présence humaine, que ce soit au niveau des maisons, des instruments agricoles, des sentiers, des églises (Fig. 4), ou même des personnages qui sont peints (Fig. 5). La présence humaine dans le paysage symbolise la présence des Canadiens-français dans l'Histoire. En effet, « au mouvement pour un art canadien, couvrant un espace d'une mer à l'autre, et proposant une vision d'un territoire vierge, sauvage, dans un état « pré culturel », s'oppose le thème québécois, orienté vers le passé, rural, régionaliste, d'un paysage habité » (Lasserre, 1998, p. 42).

FIGURE 4
Paysage québécois rappelant le régime français et le système seigneurial (A. Lismer, Saint-Hilarion, 1925.)



Source : De Konink, M.-C. (dir.) (2007). Le Québec : habitat, ressources et imaginaire. Collection Territoires. Québec : Multimondes, p.85

FIGURE 5
L'agriculture et l'élevage, l'apport des Canadiens-français

Source : W. Peachey, Québec vu de la pointe Lévis, vers 1784. En ligne [http;//nicole.casteran.phare.uneq.qc.ca/blogue-4/la-ville-de-quebec-en-1685/]

1.3 Conflits territoriaux à l'intérieur du Canada

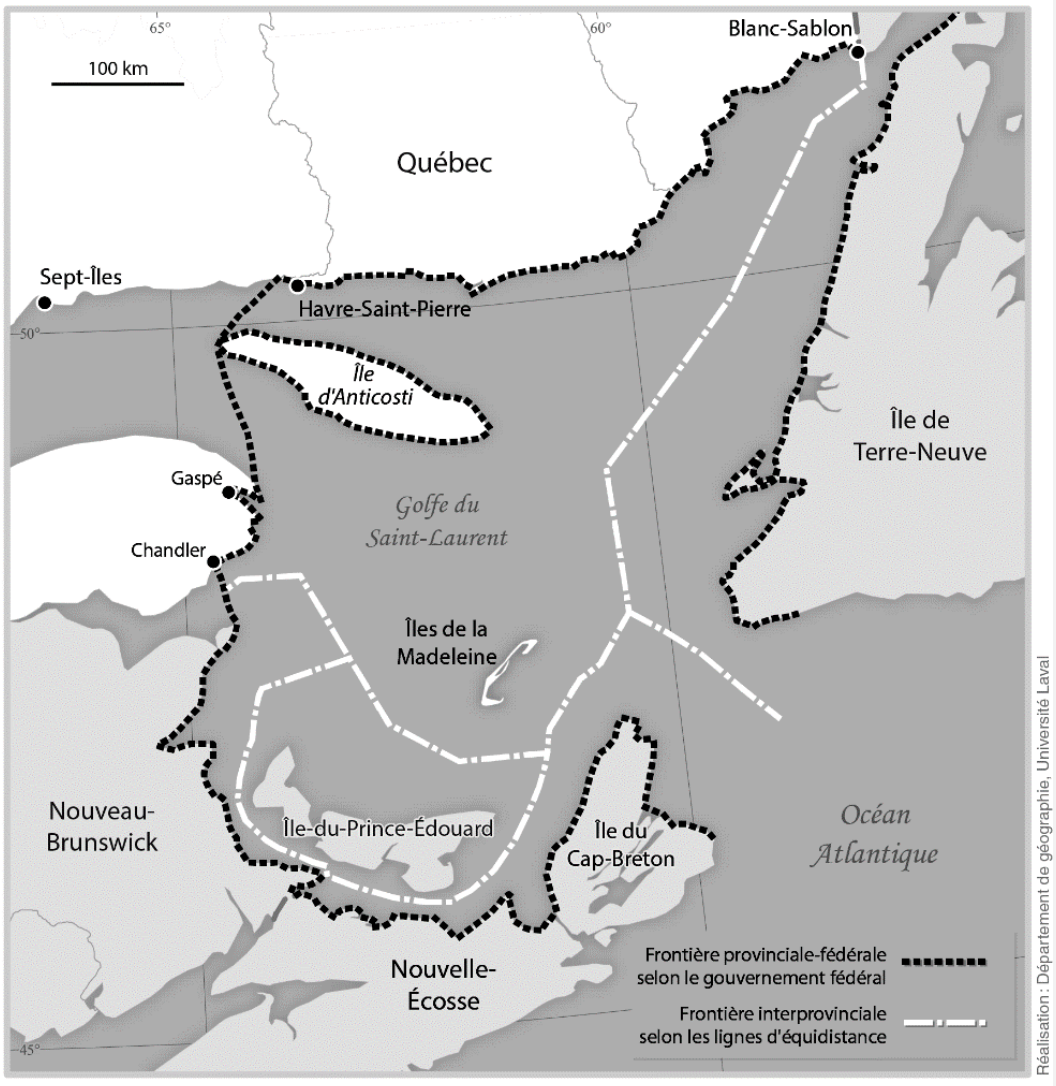
Derrière cette image de monolithe, l'État canadien se confronte à l'interne avec des revendications territoriales autochtones, des démarches d'autonomie, comme c'est le cas du Nunavut (territoire fédéré qui veut accéder au titre de province) et des mouvements séparatistes, comme ceux qui ont conduit aux deux référendums du Québec, de 1980 et 1995. Des frontières interprovinciales, parfois tracées à la règle, sont contestées, comme celle entre le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador[2]. Selon Jacques Rousseau, cité dans Dorion et Lacasse (2011), dès *La Proclamation Royale* (1763), première constitution après la Conquête britannique, l'attribution de la côte du Labrador à la colonie de Terre-Neuve devait empêcher des éventuels contacts entre les Canadiens-Français et leur ancienne métropole, la France.

Également, des zones d'influence sont disputées, notamment le Golfe du Saint-Laurent (Fig. 6), pour de multiples raisons historiques et économiques, mais qui ont toutes leur

2 À l'origine de cette dispute, la frontière était internationale puisque entre le Québec (qui faisait partie du Canada) et le Labrador, alors possession britannique en 1927.

point de départ dans la non-équivalence entre la dimension horizontale d'une frontière (c'est-à-dire concrète) et sa dimension verticale, relative aux compétences qui s'y exercent. On retient que la frontière n'est pas seulement géographique, mais qu'elle constitue des balises qui départagent les champs de deux ordres de gouvernement, fédéral et provincial, qui exercent leur pouvoir sur le même territoire. Comme le montrent Dorion et Lacasse (2011), « [à] vrai dire, la Constitution contenait en elle-même, dans sa lettre, le germe de toutes les extensions territoriales qui ont profité au gouvernement fédéral depuis plus d'un siècle » (p.283). Bref, l'État canadien, ayant atteint son maximum territorial, agrandit son pouvoir en s'immisçant dans la juridiction des provinces qui le constituent, surtout par le pouvoir de dépenser. On retrouve ainsi, à l'intérieur des provinces, de véritables enclaves territoriales fédérales : voies navigables, autoroutes, établissements militaires, parcs nationaux, etc., entretenues sur le frais du gouvernement fédéral. À l'inverse, Québec s'immisce aussi, avec l'accord soit tacite, soit explicite, dans des domaines comme les relations internationales ou l'immigration.

FIGURE 6
Les frontières maritimes dans le Golfe du Saint-Laurent[3]



Source : Dorion, H. et Lacasse, J.-P. (2011*). Le Québec : territoire incertain*. Québec : Septentrion, p. 108.

[3] Selon le gouvernement fédéral, la frontière se situe sur la rive (laisse de basses eaux). Selon les lignes d'équidistance, le Québec aurait presque tout le Golfe.

2. Raisons historiques qui ont conduit à la cristallisation d'une identité territoriale

2.1 Le Canada en quête de légitimité

N'ayant pas de légitimité historique – le Canada-Uni (1840) et ensuite la Confédération des quatre premières provinces (1867) sont des constructions politiques qui se sont greffées sur l'ancienne structure politique que constituait la Nouvelle-France – l'État canadien a trouvé sa légitimité dans la nature sauvage qu'il a su vaincre (Lasserre, 1998), notamment en créant le chemin de fer qui a permis la fédération des provinces de l'Ouest au Dominion créé en 1867. Au début de la Confédération, le Canada fédère des colonies britanniques autonomes, qu'il a fallu convaincre de rejoindre le Canada. Ce n'est qu'à partir de la création du Manitoba que les trois provinces des Prairies sont des créations du gouvernement fédéral (1905). À l'envers, la création de la province du Québec s'est faite sous le régime britannique, ce qui fait que le fondement juridique même de l'État québécois est d'origine anglaise.

2.2 Le Québec et l'éclatement des identités

Il faut préciser que l'identité québécoise est la résultante d'une redéfinition permanente en fonction de l'Autre, représenté principalement par les Anglophones. Ainsi, au temps de la Nouvelle-France les colons s'appellent des Canadiens, pour se distinguer des Français venus de France. Mais au fur et à mesure que les Loyalistes et d'autres Britanniques s'installent dans la colonie conquise en 1759-1760, l'appellatif canadien a commencé à désigner également les nouveaux arrivants. Pour se distinguer, les francophones adoptent le nom de Canadiens-français, désignant tous ceux qui habitent non seulement la *Province of Quebec* (1760-1791), ensuite le Bas-Canada (1791-1840) et le Canada-Uni (1840-1867), mais également d'autres territoires nord-américains.

Cependant la domination anglophone (et l'appellatif Canadien-anglais) a renforcé le sentiment nationaliste des Canadiens-français qui ont alors imaginé, jusque dans les années 1930, un État français souverain, la Laurentie, devant faire coïncider frontières culturelle et politique (Noël, 2011). Peu à peu, la perte des droits des communautés francophones hors Québec, notamment la fermeture des écoles en français au Manitoba (1890) et en Ontario (1912), a fait comprendre aux élites francophones que pour (sur)vivre en tant que société distincte, les Canadiens-français avaient besoin d'un territoire bien défini et circonscrit – le Québec. Ainsi, dans les années 1960, lors de la Révolution Tranquille, les Canadiens-français du Québec se sont définis comme étant des Québécois, et un nouvel idéal a émergé : faire du Québec un pays à part entière en abandonnant l'idée d'une communauté francophone pancanadienne. L'adoption de cette nouvelle identité a entraîné l'adoption d'une identité territoriale par d'autres groupes francophones : on a vu ainsi naître les Franco-Ontariens, les Franco-Manitobains, etc. Mais comme le Québec n'est pas habité par les seuls francophones, mais aussi par des Anglo-québécois, les Québécois ont ajouté un trait à leur identité, le critère de l'arbre généalogique. Apparaissent ainsi les « Québécois de souche », qui peuvent prouver qu'ils sont les descendants des colons français.

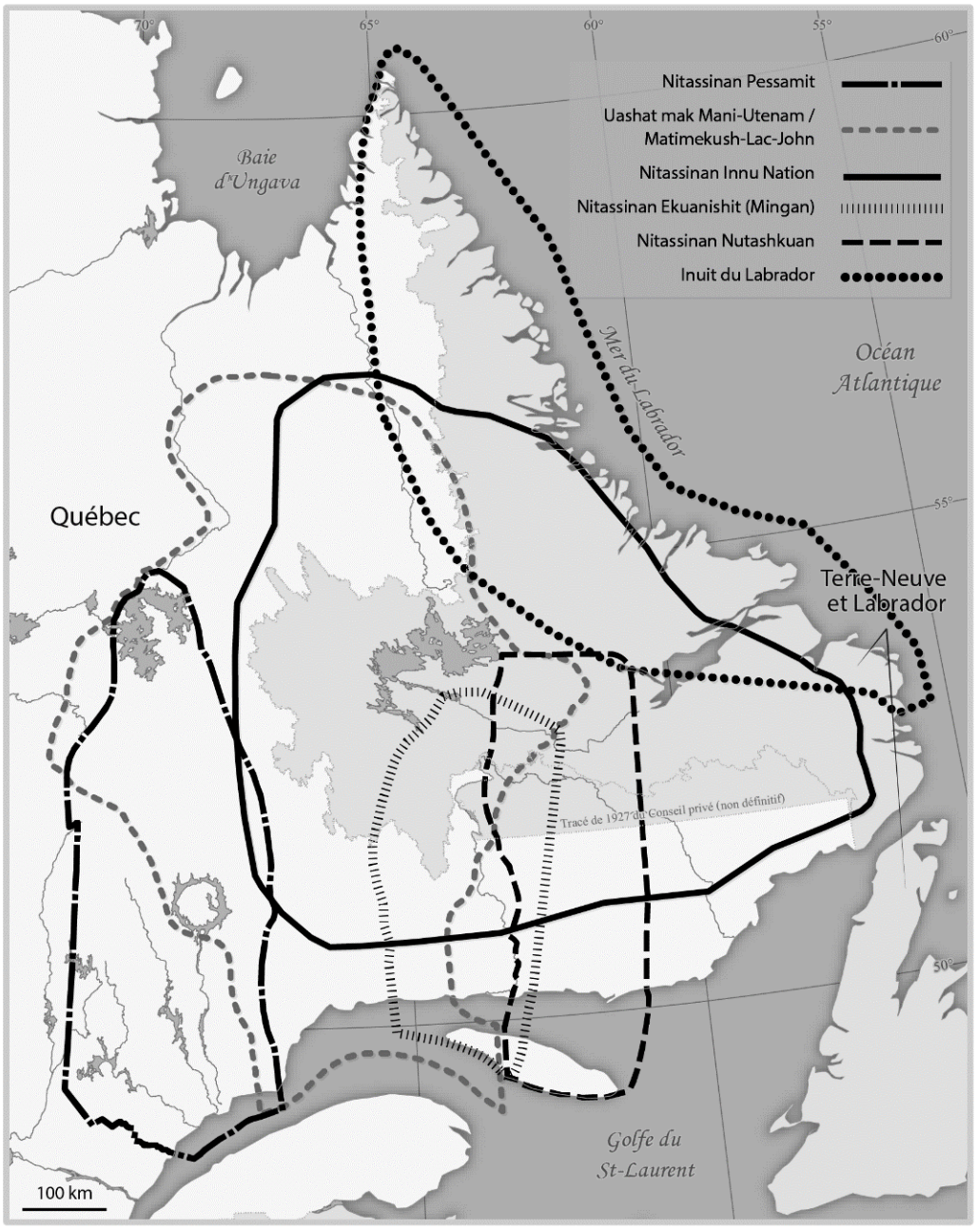
2.3 Les Amérindiens

Selon le modèle québécois de nation distincte au sein du Canada (reconnue en 2008), les groupes amérindiens (sauf les Inuits et les Métis) se sont donné le nom de *Premières Nations*. Ayant une conception du territoire peu défini en termes de frontières et contraire à la vision occidentale de propriété privée, les Amérindiens ont été traités longtemps du point de vue juridique comme des mineurs, obtenant le droit de vote au fédéral seulement en 1960 et au provincial en 1969.

Les Amérindiens, confinés dans des réserves depuis la Loi sur les Indiens (1876) jouissent des droits ancestraux ou des droits issus des traités, selon la Constitution en vigueur, pour le droit d'usage de leurs territoires de chasse et de pêche. Ils cherchent leur justice auprès des

tribunaux, car ces droits collectifs sont parfois bafoués au profit de l'extraction minière, défrichage, etc. Il faut préciser que ce sont les communautés autochtones qui doivent prouver l'existence de ce titre d'aborigène qui leur donne ces droits collectifs (Fig. 7). Lorsqu'ils réussissent à le faire, comme ce fut le cas pour la Convention de la Baie-James de 1975 pour la construction des barrages électriques, qui prévoyait un dédommagement de 225 millions de dollars sur 20 ans, les traités modernes mettent comme clause contractuelle l'extinction des droits des Autochtones, en faveur de ces droits « issus de traités » qui sont quantifiés et qui ont une durée limitée dans le temps.

FIGURE 7
Chevauchement dans les revendications territoriales des Innus[4]



Réalisation : Département de géographie, Université Laval, 2016
Source : Henri Dorion, Jean-Paul Lacasse, Le Québec territoire incertain, 2011.

Source : Dorion, H. et Lacasse, J.-P. (2011*). Le Québec : territoire incertain*. Québec : Septentrion, p. 216.

[4] Les traités modernes amènent une concurrence entre les nations amérindiennes, car les autorités ne signent pas avec toutes les communautés qui se partageaient le même territoire. De plus, les Amérindiens ont plutôt des zones-frontière, et non des lignes, ce qui rend difficile toute démarcation.

3. Territoire et territorialité dans le nouveau programme d'histoire

3.1 Le territoire comme fil conducteur de l'histoire

Au Québec, l'histoire scolaire met l'accent sur les configurations territoriales au fil du temps car elles assurent le lien entre l'époque coloniale et le Québec actuel (Stan, 2015a). Dans le nouveau programme, l'histoire est un discours téléologique ayant pour but de développer une conscience historique, orientée vers un projet national (Stan, 2015c). L'histoire devient ainsi un rapport de forces « nation-à-nation » qui se déploie sur un terrain à frontières mouvantes, délimitées en fonction des groupes d'appartenance (Courville, 2000). Les échelles, autant temporelles que spatiales, contribuent à la formation d'un territoire pensé (Lasserre, 2003) où le local et le national s'imbriquent pour former le *topos* identitaire québécois.

Les enjeux territoriaux de l'identité québécoise trouvent leur reflet dans la compétence 1 du nouveau programme, « Caractériser une période de l'histoire du Québec et du Canada », dont une des composantes demande de considérer des éléments géographiques, comme les limites du territoire, ou l'identification des traces de l'occupation du territoire. Ce retour au local et au régional, à la particularisation de l'espace, est contraire au discours historique canadien, car le nationalisme canadien met l'accent sur l'immensité du territoire et sur des éléments qui lient les différentes provinces et territoires (comme le chemin de fer), en évacuant ainsi tout critère culturel (Lasserre, 1998).

Le programme fait une distinction entre le territoire et l'environnement. Alors que le territoire renvoie à une dimension politique, à une construction à laquelle les êtres humains se rapportent comme si l'espace était une chose, un bien (on peut agrandir le territoire, le perdre, prendre possession, vivre sur le territoire, etc.), l'environnement renvoie davantage aux interactions entre l'homme et son milieu, à son mode de vie, il a donc une dimension culturelle, car les êtres humains sont inclus dans ce milieu. Pour cette raison, on ne retrouve que deux fois des références à l'environnement : une pour le début de l'histoire du Québec et du Canada, concernant les Amérindiens et leur mode de vie vers 1500, et une qui clôture l'étude de l'histoire, concernant le Québec des années 1980, pour traiter soit de l'essor des associations qui protègent l'environnement, soit des revendications des Amérindiens[3].

3.2 L'éducation à la citoyenneté

En ce qui concerne l'éducation à la citoyenneté, la compétence qui portait explicitement sur une citoyenneté critique et réflexive (Lefrançois et Éthier, 2008) du programme de 2006, considérée trop individualiste et menant à la formation d'une société « des identités » (Beauchemin, 2004) a été supprimée, en faveur d'une citoyenneté nationale, implicite, soutenue par le discours historique (Stan, 2015b). Le message est désormais le suivant : ensemble, en tant que nation, les Québécois peuvent renverser la domination anglophone instituée depuis la Conquête.

Au fil du temps, les manuels d'histoire ont rétabli l'image des Autochtones, présentés avant les années 1960 comme « ennemi héréditaire » et inférieurs aux Canadiens-français (Stan, 2015a), en même temps que sur le plan politique ils obtenaient le droit de vote et la reconnaissance formelle de peuple fondateur (1982). Dans les programmes d'histoire, le statut des Autochtones varie également, seul le programme de 2006 les reconnaissant en tant que minorité nationale (Arsenault, 2012). Le nouveau programme de 2015 mentionne leur statut de Premières Nations pour justifier leurs revendications territoriales des années 1980 et pour illustrer, par le fait

3 Il est surprenant que les Amérindiens soient présentés dans le programme seulement au début de l'histoire du Québec, puis dans la période contemporaine. Ce vide historique semble être renforcé par les collections muséales, qui montrent l'art amérindien traditionnel et l'art contemporain, sans inclure des artéfacts qui reflètent l'influence de la colonisation.

même, la puissance d'une collectivité par rapport aux simples individus (Stan, 2015a). Ils représentent ainsi l'exemple d'un peuple qui a su tirer profit de la Loi sur les Indiens (1876), qui les a confinés dans des réserves, puisque maintenant ces réserves leur permettent de garder leur statut d'Indien et leur garantissent des droits collectifs, notamment les droits ancestraux et les droits issus des traités.

Conclusions

L'idée d'État-nation québécois rentre en conflit avec l'idée d'État-nation canadien (Lasserre, 1998). À l'instar du Canada qui a instrumentalisé la représentation du territoire, notamment du paysage, en évacuant ainsi les différences culturelles entre les différentes minorités ethniques, le Québec se sert du paysage pour affirmer la présence constante des Canadiens français dans l'Histoire. Le paysage devient un archétype, une seconde réalité, tout aussi importante dans le discours identitaire que la réalité concrète.

Les frontières sont le résultat d'un rapport de forces qui peut changer à tout moment, ce que Jacques Ancel (1938) appelait une *isobare politique*. Le Québec, outre les mouvements souverainistes, remet en discussion les frontières avec les provinces voisines et celle du Golfe du Saint-Laurent. La redéfinition constante de l'identité québécoise et son désir de faire coïncider frontière politique et frontière culturelle amène la cristallisation d'une identité territoriale, qui trouve son reflet dans les programmes d'histoire. En effet, le territoire sert de fil conducteur au discours historique. Il permet de faire imperceptiblement le glissement entre le concret (local) et l'abstrait (national), entre les lieux géographiques et la construction nationale.

L'éducation à la citoyenneté reste toujours une priorité du programme d'histoire, malgré le renoncement à la compétence qui portait explicitement sur le développement des capacités citoyennes. Par contre, la citoyenneté individuelle, critique et réflexive de l'ancien programme, est remplacée désormais par une citoyenneté collective. Elle provient à la fois du récit historique (notamment de la place accordée aux grands personnages) et de l'exemple que constituent les Amérindiens.

En même temps qu'elle entraîne la réécriture constante de l'histoire scolaire (par les programmes de 1970, 1982, 2006 et 2015), la rivalité identitaire Québec-Canada continue sur le plan politique. En matière d'immigration, de l'ancienne *terra nullius*, principe des empires coloniaux, on est passé à la terre promise, accueillante pour tout nouvel-arrivant. Il reste à voir comment le Québec tient compte de cette idée de terre partagée et comment il se positionne par rapport aux nouvelles vagues d'immigrants (comme les ressortissants de Syrie), ayant en vue les critères territorial et généalogique (ethnique) qui ont été choisis pour soutenir un projet national.

Références bibliographiques

Ancel, J. (1938). *Géographie des frontières*. Paris : Gallimard.

Arsenault, G. (2012). La reconnaissance des peuples autochtones dans l'enseignement de l'histoire nationale à l'école secondaire au Québec, 1970-2010. *Aspects sociologiques*, *(19)* 1-2, p. 138-157.

Beauchemin, J. (2004). *La société des identités : éthique et politique dans le monde contemporain*. Outremont: Athéna éditions.

Courville, S. (2000). *Le Québec : genèses et mutation du territoire.* Québec : Presses de l'Université Laval.

De Konink, M.-C. (dir.) (2007). *Le Québec : habitat, ressources et imaginaire*. Collection Territoires. Québec : Multimondes.

Dorion, H. et Lacasse, J.-P. (2011). *Le Québec : territoire incertain*. Québec : Septentrion.

Lasserre, F. (1998). *Le Canada d'un mythe à l'autre. Territoire et images du territoire.* Montréal : Éditions Hurtubise.

Lasserre, F. et Lechaume, A. (2003). *Le territoire pensé : géographies des représentations territoriales*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Lefrançois, D. et Éthier, M.-A. (2008). Éducation à la citoyenneté et démocratie délibérative en classe d'histoire : dangers et précautions. *Revue des sciences de l'éducation*, *(34)* 2, p. 443-464.

MEESR, Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (2015). *Histoire du Québec et du Canada. Programme provisoire* [document de travail non-publié.]

Noël, M. (2011). *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste des années 1930*. Montréal: VLB.

Stan, C. A. (2015a). De peuple sauvage au peuple fondateur : l'image des Amérindiens et des Daces dans les manuels scolaires du Québec et de la Roumanie. *Acta iassyensia comparationis, (15)* 1, p. 234-246.

Stan, C. A. (2015b). Analyse du programme d'histoire du Québec au 2e cycle du secondaire : le rôle de la consultation publique et les changements par rapport au programme actuel. *Enseñanza de las Ciencias Sociales (14)* 1, p.111-120.

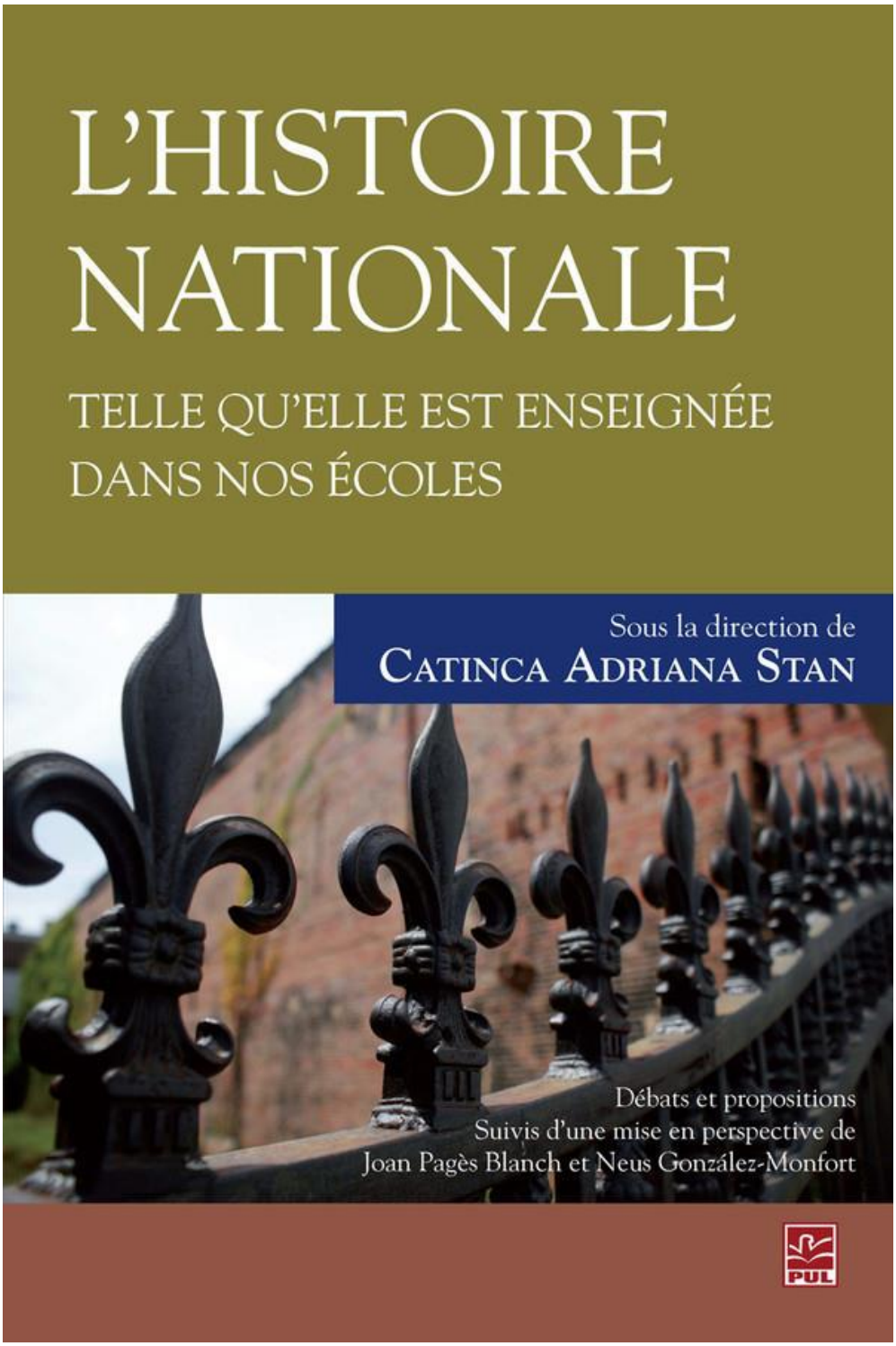
Stan, C. A. (dir.) (2015c). *L'histoire nationale telle qu'elle est enseignée dans nos écoles. Débats et propositions*. Québec : Presses de l'Université Laval.

À propos des auteurs

Catinca Adriana Stan est historienne et didacticienne. Elle travaille comme chargée de cours à la Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval. Elle collabore en tant que consultante avec la Direction de l'éducation des adultes et de l'action communautaire, MEESR, pour adapter le nouveau programme d'histoire.

Elle a dirigé l'ouvrage collectif *L'histoire nationale telle qu'elle est enseignée dans nos écoles. Débats et propositions* (2015, PUL), qui rend compte du débat sur l'enseignement de l'histoire au Québec.

Frédéric Lasserre est professeur depuis 2001 au département de géographie de l'Université Laval (Québec), chercheur à l'Institut québécois des Hautes études internationales (HEI) et directeur du Conseil québécois d'Études géopolitiques.



Source : Stan, C.A. (dir.) (2015). *L'histoire nationale telle qu'elle est enseignée dans nos écoles. Débats et propositions*. Presses de l'Université Laval, Québec.

ARTICLE

L'énergie : enjeux de pouvoir suédois dans la région baltique

Teva Meyer[1]

[1] **Doctorant à l'Institut Français de Géopolitique (université Paris 8)**
Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche en géographie et géopolitique à l'Université de Haute Alsace

Résumé : En Suède, le débat sur la transition énergétique est traversé de multiples représentations géopolitiques. L'utilisation des exportations d'énergie par la Russie comme d'une arme diplomatique dans l'espace baltique pèse dans les stratégies d'approvisionnement du pays. L'objectif pour la Suède est autant de se servir de l'énergie pour contester la puissance russe dans la Baltique que de minimiser les risques posés par les importations de gaz russe dans le pays.

Summary: In Sweden, the ongoing debate over the country's energy transition is structured by numerous geopolitical representations. The use of energy exports by Russia as a diplomatic weapon in the Baltic region influences the country's supply strategies. Thus, Sweden aims to use energy in order to challenge the Russian power in the Baltic area and to minimize the risks created by the national imports of Russian Gaz.

Mots-clés : énergie, approvisionnement, Suède, Russie, gaz.

Keywords: energy, supply, Sweden, Russia, gas.

Peut-être plus que dans beaucoup d'autres pays européens, l'énergie est un enjeu politique central en Suède. Avec une consommation annuelle moyenne de 5,2 tonnes équivalent pétrole par habitant en 2014, contre 3,8 tonnes en Allemagne, 3,7 tonnes en France ou 2,9 tonnes au Royaume-Uni, la Suède est un des pays les plus énergivores d'Europe. Si cette consommation s'explique par la nordicité du pays, elle relève également de sa structure industrielle. L'industrie consomme approximativement 39 % de l'énergie en Suède, soit près du double de la proportion en France. Cette situation reflète la présence d'un large secteur d'industries énergivores, les *Basindustri*, regroupant la métallurgie, la chimie, les mines et l'industrie papetière. Si elles ne représentent plus un poids économique déterminant, elles jouissent d'un pouvoir symbolique important et participent à placer l'énergie au cœur des débats. Faiblement intense en carbone, le mix énergétique suédois est souvent érigé en modèle dans les médias étrangers. Pourtant, comme tout mix énergétique, sa composition est le produit de rivalités de pouvoir constantes entre partisans et opposants des différentes sources. Le débat sur l'avenir énergétique du pays se concentre aujourd'hui principalement sur le nucléaire. Constitué de dix réacteurs sur trois sites, le parc suédois produit environ 40 % de l'électricité du pays. Dans une approche géopolitique, comprendre le conflit qui anime ce débat sur l'énergie atomique demande d'étudier à différentes échelles les représentations territoriales et les stratégies qui structurent l'engagement des acteurs. Dans ce conflit, la région baltique est autant le support de stratégies que l'espace de projection de représentations visant à légitimer la présence de l'industrie atomique en Suède.

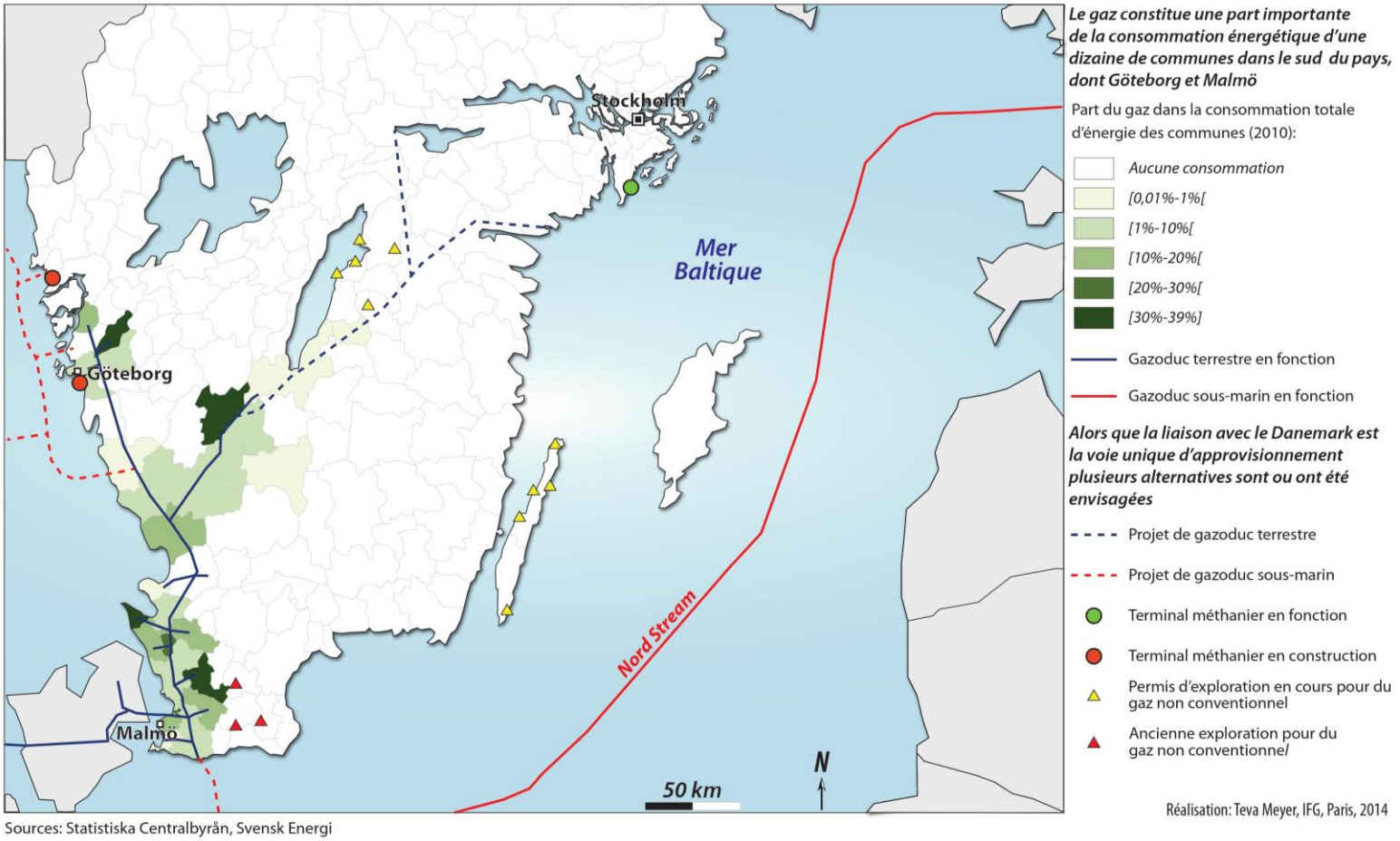
La représentation de la menace russe dans le débat sur l'avenir du mix énergétique suédois

Il est difficile d'obtenir des données exactes concernant la provenance des importations d'énergie en Suède. Une analyse des bases de données existantes permet néanmoins de donner quelques indications. En 2014, près de 48 % de l'énergie primaire utilisée en Suède était produite dans le pays. Suivent après la Russie, la Norvège et le Danemark, qui fournissent respectivement 10 %, 9 % et 5 % des importations. En plus de s'appuyer sur des ressources nationales importantes, le mix énergétique suédois se singularise par une forte diversification de ses imports. Pourtant, malgré sa faible contribution, la Russie est aujourd'hui omniprésente dans les débats sur l'évolution du mix suédois. Ce n'est qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale que la vulnérabilité du pays aux imports

d'énergie est devenue un enjeu politique (Kaisjer *et al*., 2012 :2). Afin de faire face à cette dépendance, les gouvernements successifs ont encouragé le développement de sources domestiques et en premier lieu de l'hydroélectricité, de la biomasse et du nucléaire. Toutefois, le choix de laisser l'approvisionnement énergétique du pays au seul ressort du marché n'a pas permis de diminuer significativement la dépendance. Plutôt que de rechercher l'indépendance énergétique, la Suède a privilégié la sécurisation des apports par la diversification des sources et des pays d'importation. Apparu en 1980 lors de la campagne du référendum sur la sortie du nucléaire, le discours sur le risque de dépendance aux exportations russes de gaz s'est renforcé lors de la crise gazière russo-ukrainienne de 2006 puis lors de la crise criméenne de 2014. Alors que le gaz ne représente qu'une infime part de la consommation totale d'énergie en Suède comment peut-on expliquer l'importance de cette représentation ?

Les statistiques nationales cachent des réalités locales différentes. Si le gaz est une énergie marginale à l'échelle du pays, elle représente un apport considérable dans certaines communes. La Suède ne fut alimentée en gaz qu'en 1985 après l'inauguration du gazoduc la reliant au Danemark. Le réseau de distribution ne s'est alors que très peu étendu. Sur les 290 communes du pays, seules une trentaine sont raccordées. Si leur nombre est restreint, les municipalités alimentées en gaz totalisent 18,7 % de la population nationale. Comme on peut le voir en figure 1, le gaz constitue une part importante de la consommation d'énergie pour une dizaine de villes. Alimentant un des cœurs économiques et démographiques

FIGURE 1
Le gaz en Suède : entre concentration géographique de la consommation et enjeux futurs de l'approvisionnement



Sources: Statistiska Centralbyrån, Svensk Energi

du pays, le gaz est clairement un enjeu national.

La Suède ne possède aucun gisement de gaz naturel et ne produit qu'une quantité infime de biogaz. Si plusieurs gisements de gaz non conventionnels ont été identifiés, leur exploitation est pour le moment contestée. De ce fait, la quasi-totalité du gaz consommé en Suède transite par l'unique gazoduc traversant l'Öresund, le détroit entre Danemark et Suède. Différents projets visant à relier le pays à la Norvège ont été envisagés et la construction de ports méthaniers semble être la solution privilégiée afin de diversifier les approvisionnements. Contractuellement, la Suède n'importe du gaz que d'un seul pays, le Danemark, et que d'une unique entreprise, Dong Energy. Toutefois, la restructuration de la géographie des gazoducs en Europe a soulevé un questionnement en Suède quant à la provenance exacte du gaz consommé. Jusqu'en 2013, le Danemark n'était relié au reste de l'Europe que par un gazoduc ne permettant au gaz de ne circuler que dans un sens, du Danemark vers l'Allemagne. Anticipant le tarissement des gisements de mer du Nord, Energinet, l'opérateur du réseau danois de transport de gaz, a lancé en 2010 un projet de doublement du gazoduc existant afin de permettre des importations depuis l'Allemagne. Entrée en fonction en 2013, cette liaison connecte indirectement la Suède au réseau allemand. La construction du gazoduc Nord Stream reliant les gisements russes à l'Allemagne à travers la mer Baltique a été perçue comme une menace environnementale et sécuritaire en Suède (Crone, 2007 :219). En prévision du tarissement des gisements danois, Dong Energy a signé en 2011 un contrat avec Gazprom portant sur la fourniture de 2 milliard de m^3 par an sur une durée de vingt ans. Dong Energy a présenté ce contrat comme l'assurance de pouvoir continuer d'approvisionner la Suède. Ces modifications de la géographie européenne du gaz ont considérablement participé à renforcer la peur de la Russie en Suède.

L'importance du discours de la dépendance à la Russie dans le débat suédois relève également de sa mobilisation par le Parti libéral. Comme l'illustre la reproduction ci-dessous d'une des affiches de campagne des *Liberalerna* (voir figure 2) la menace du gaz russe est utilisée dans l'argumentaire pronucléaire du parti. Pour les libéraux, la sortie du nucléaire nécessiterait la construction d'un parc de centrales à gaz. Les gisements européens s'amenuisant, le gaz devrait être importé de Russie. La représentation d'une menace énergétique russe découle également de l'évolution de la doctrine de politique étrangère des *Liberalerna*. Leur discours sur la Russie, critique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'est durci après l'élection de Vladimir Poutine à la présidence en 2000 (Henriksén, 2013 :35). Cette *Rysskräck*, la représentation de la peur des Russes, est mobilisée pour demander une révision de l'architecture de défense suédoise intégrant, entre autres, l'adhésion du pays à l'OTAN ainsi qu'une vision stratégique des politiques énergétiques.

Les importations d'énergie russe ne sont pas unanimement perçues comme une menace en Suède. Au contraire, elles sont encouragées par les *Basindustri*. En juillet 2005, Bas-El, une société rassemblant quinze des entreprises les plus énergointensives du pays, a proposé la construction d'une nouvelle ligne électrique à très haute tension reliant la Russie à la Suède. Elle milita également dès 2006 pour la mise en place d'un raccordement du réseau gazier suédois au Nord Stream.

L'énergie comme outil de *Soft Power* suédois dans la région Baltique

D'après le World Risk Index, la Suède ferait partie des dix pays les moins vulnérables aux changements climatiques. Pourtant les gouvernements suédois ont pris des engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre bien plus restrictifs que ceux lui étant dictés par le protocole de Kyoto. Depuis l'accueil de la première Conférence des Nations Unies sur l'environnement en 1972, la Suède a systématiquement défendu son rôle et son image de leader global du développement durable, en faisant un marqueur

de son *Soft Power*. Selon Zannakis, le discours de légitimation des politiques climatiques en Suède est construit autour de deux axes (Zannakis, 2009 :97). Le premier présente la position de *forerunner* des technologies de mitigation du changement climatique comme une opportunité économique pour l'industrie traditionnellement tournée vers l'export. Le second justifie cet engagement comme une responsabilité morale de la Suède envers les pays moins avancés. Cette importance donnée à la justice climatique est l'expression du développement de l'internationalisme en Suède. D'après Bergman, l'image que la Suède veut donner d'elle-même est celle d'un pays internationaliste pour lequel les principes d'égalité et de justice ne se limitent pas à ses propres citoyens (Bergman, 2007 :81). Cet internationalisme est devenu une composante essentielle de l'identité nationale suédoise (Ruth, 1984 :68). Pour le pays, la région baltique est un espace d'expression de sa place de leader de la lutte contre le changement climatique. Exception faite de la Lettonie et de la Finlande, les mix électriques des pays riverains de la Baltique sont lourdement carbonés. Alors que le mix suédois repose à 85 % sur le nucléaire et l'hydroélectricité, les énergies fossiles représentent respectivement 87 %, 85 % et 67 % de la production en Estonie, en Pologne et en Lituanie. Pour les *Liberalerna* et les *Moderaterna*, la Suède devrait exporter de l'électricité décarbonée à ses voisins de Baltique afin d'y diminuer l'utilisation des centrales thermiques. Pour ce faire, le pays devrait construire plus de centrales nucléaires afin d'exporter d'importants volumes d'électricité.

FIGURE 2
« Non au gaz russe. Gardons les centrales nucléaires.
Affiche du *Folkpartiet* à l'occasion des élections européennes.
Stockholm mai 2014. Crédit: Teva Meyer

L'utilisation récurrente par la Russie de ses exportations d'énergie comme instrument de sa politique étrangère a fait naître de multiples

craintes en Suède. Si les importations de gaz focalisent l'attention des commentateurs européens, cette stratégie s'exprime également dans l'électronucléaire. S'appuyant sur Rosatom, le conglomérat de l'industrie atomique en Russie, elle s'inscrit dans l'ensemble de la chaîne de production du nucléaire (Oxenstierna, 2010 :14). La région baltique n'échappe pas à cette stratégie. En 2013, Rosatom a remporté l'appel d'offres pour la construction d'une nouvelle centrale en Finlande au bord du Golfe de Botnie. Au total, Rosatom projette la construction de sept réacteurs dans la région baltique. L'opérateur nucléaire suédois Vattenfall a signé pour la première fois en 2013 un contrat d'approvisionnement en combustibles avec l'entreprise russe TVEL. En plus des inquiétudes d'ordre environnemental, l'expansion nucléaire russe dans la région soulève des craintes sécuritaires en Suède concernant le sort des États baltes. En effet, la Lituanie et la Lettonie se singularisent par une très grande dépendance aux importations d'énergie de Russie, l'Estonie pouvant compter sur ses gisements de schistes bitumineux. Toutes énergies confondues, les importations de Russie représentaient en 2013 respectivement 83 % et 64 % de l'énergie consommée en Lituanie et en Lettonie. Jusqu'alors uniquement reliés électriquement à l'Union européenne par les interconnexions finno-estoniennes Estlink 1 et 2, les pays baltes formaient un îlot électrique rattaché à la Russie. Si la Lettonie produit près de 60 % de son électricité grâce à son parc de barrages, la Lituanie est contrainte d'importer les deux tiers de sa consommation de Russie. La construction d'une centrale nucléaire dans l'oblast de Kaliningrad devait servir à augmenter les capacités d'exportation vers les pays baltes. L'intégration des trois États baltes dans le

FIGURE 3
Les exportations d'électricité comme outil géopolitique :
Une représentation au cœur de la politique pronucléaire du Folkpartiet

marché nordique de l'électricité, le Nord Pool, et la construction de nouvelles interconnexions électriques reliant la Lituanie à la Suède (NordBalt) et la Lituanie à la Pologne (LitPol) inaugurées en hiver 2015, ont été soutenues par les gouvernements suédois. Outre la création d'un marché unique européen de l'électricité, le volontarisme suédois s'explique par des stratégies géopolitiques. Les travaux d'Ekecrantz ont montré la persistance en Suède d'un discours paternaliste envers les pays baltes considérés tantôt comme une arrière-cour suédoise, tantôt comme un espace mal développé qu'il faudrait soutenir (Ekecrantz, 2004 :48). Alors que le prix de l'électricité en Lituanie était en moyenne en 2014 de 36 € le MWh contre 27 € en Suède, le NordBalt est perçu à Stockholm comme une occasion de minorer les coûts de l'énergie en Lituanie et d'y stimuler le développement économique. Les exportations d'électricité sont également soutenues par les partis politiques suédois comme un moyen de diminuer la dépendance des États baltes à la Russie et, ce faisant, de diminuer son influence dans la région baltique. Mais si les écologistes y voient un débouché pour l'hydroélectricité en saison de surproduction, les Modérés et les Libéraux avancent que cette stratégie ne pourra être efficace que si les exportations sont constantes. Dans cette rhétorique, la construction de centrales nucléaire est présentée comme l'unique moyen d'assurer la production des volumes d'électricité nécessaires au soutien des pays baltes. À nouveau, les investissements russes dans la production électronucléaire en Baltique ne sont pas unanimement perçus comme un danger en Suède. Plusieurs *Basindustri* suédoises participent au financement de la centrale de Pyhäjoki au côté de Rosatom. Ces dernières considèrent l'investissement russe comme l'unique solution pour financer les infrastructures que l'État ou les énergéticiens suédois ne peuvent plus réaliser seuls.

Conclusion

La multiplication et la médiatisation en 2015 des violations de l'espace aérien suédois au-dessus de la Baltique par l'aviation russe tendent à renforcer la représentation de l'existence d'une menace sécuritaire pour la Suède. Un temps marginal, la volonté d'adhésion à l'OTAN gagne l'ensemble des partis et le retour de la conscription abrogée en 2010 est envisagé. Simultanément, le discours sur la nécessaire utilisation stratégique de la politique énergétique suédoise comme outil diplomatique s'intensifie, consolidant ainsi la légitimation du recours à l'énergie nucléaire.

Références bibliographiques

Bergman, A. (2007). Co-Constitution of domestic and international welfare obligations. The case of Sweden's social democratically inspired internationalism. *Cooperation and Conflict*, 42: 73-99.

Crone, O. (2007), Nord Stream, le gazoduc germano-russe sous la Baltique du point de vue suédois. *Outre-Terre*, 19: 219-228.

Ekecrantz, J. (2004). *In Other Worlds, Mainstream Imagery of Eastern Neighbors*. Dans Kristina Riegert (Ed.) News of the Other, Tracing Identity in Scandinavian Constructions of the Eastern Baltic Sea Region, Nordicom, Göteborg.

Henriksén, S. (2013). *Svenska bilder av ryska hot*. Stockholm, Försvarshögskolan.

Kaisjer, A., Fjaestad, M., Högselius, P. et Åberg, A. (2012). *Under the Damocles Sword: Managing Swedish Energy Dependence*. Workshop "Energy Resources: Europe and its Colonies". 03-04 octobre 2012. Munich.

Oxenstierna, S. (2010). *Russia's Nuclear Energy Expansion*. Stockholm, Totalförsvarets forskningsinstitut.

Ruth, A. (1983). The Second New Nation: The mythology of modern Sweden. *Nordic Voices*, 113 : 53-96.

Zannakis, M. (2009). *Climate Policy as a Window of Opportunity. Sweden and Global Climate Change*. Suède, Université de Göteborg, Faculté des sciences humaines, thèse pour le doctorat en science politique.

À propos de l'auteur

Doctorant à l'Institut Français de Géopolitique (IFG) de l'Université Paris 8, Teva Meyer s'intéresse aux conflits liés à l'utilisation de l'énergie nucléaire. Après avoir consacré ses deux mémoires de master respectivement à une étude du conflit autour de la centrale de Fessenheim puis à une analyse de la relance du nucléaire civil en Suède, son travail de thèse porte sur une étude comparative des géopolitiques du nucléaire civil en Allemagne, France et Suède sous la direction de P. Subra . En comparant ses trois pays aux politiques électronucléaires opposées, il désire comprendre de quelle manière les stratégies énergétiques nationales sont élaborées.

ARTICLE

La réinvention du passé : quel avenir pour les lieux de mémoire rouge dans la Chine d'aujourd'hui

Olga Alexeeva[1]

[1] **Professeur d'histoire de la Chine, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal (UQAM)**, alexeeva.olga@uqam.ca

Résumé : Cela fait plus d'une décennie que la Chine encourage le « tourisme rouge », une activité à saveur patriotique et pédagogique, qui fait référence aux visites des sites historiques en lien avec les activités révolutionnaires du Parti communiste chinois (PCC). Ces sites rouges forment collectivement un récit de l'histoire de la Chine au 20e siècle auquel a été retiré tout événement sombre. Transformés dans les lieux de mémoire officiellement sanctionnés, ils sont appelés à renforcer la légitimité du PCC et à réinventer le passé maoïste.

Summary: It's been over a decade since China began to promote what's known as "Red Tourism", a highly patriotic and educational activity which involves visiting sites of historical significance to the revolutionary activities of the Communist Party of China (CCP). Designed to remind and promote the glorious history of the party, these red sites present a new version of China's revolutionary past without its dark moments and tragedies. Transformed into the officially sanctioned sites of collective memory, they are meant to reinforce the CCP legitimacy and to reinvent the Maoist legacy.

Mots-clés: Chine, tourisme rouge, enjeux de mémoire

Keywords: China, Red Tourism, politics of remembrance

En 2007, le seul musée français consacré à Lénine, situé sur la rue Marie-Rose, dans le XIV[e] arrondissement de Paris, a fermé ses portes. Cette nouvelle n'a pas fait la première page des journaux. Les traces du chef bolchévique dans la capitale française, où il a vécu entre 1909 et 1912, se sont ainsi effacées dans l'indifférence générale.

Dans les pays de l'Europe de l'Est, l'héritage rouge a également presque disparu des paysages urbains et du domaine culturel, à l'exception notable de Hongrie, où les autorités ont décidé de préserver quelques symboles du passé communiste, en regroupant une collection de statues monumentales en plein air. Situé aux abords de Budapest, *Memento Parc* attire surtout des touristes étrangers et des passionnés de réalisme soviétique qui veulent voir de leurs propres yeux des incarnations de l' « homme-nouveau » communiste – des statues de paysans et d'ouvriers, de soldats soviétiques, mais aussi celles des « pères fondateurs » de l'idéologie marxiste et communiste, Marx, Staline et Lénine.

Le chef emblématique de la Révolution d'Octobre et, avec lui le siècle communiste, semble de sombrer dans le néant de l'oubli populaire, y compris dans son pays natal. À Moscou, en 2013, à quelques mètres de son mausolée, jadis visité par des dizaines de milliers de citoyens soviétiques, on a installé une gigantesque malle Louis Vuitton, symbole criard du capitalisme occidental. Même si la malle fut rapidement démontée, suite à l'indignation des Moscovites choqués par cette banalisation du site historique national, le mausolée reste toujours quasi désert. En Russie, les lieux d'un mémoire rouge, témoins de la splendeur du Parti communiste et de ses victoires révolutionnaires d'antan, n'attirent plus que quelques curieux ou nostalgiques du temps de leur jeunesse.

Les jours glorieux du tourisme rouge, cette activité culturelle à la saveur fort politique, semblent donc révolus. Mais, le sont-ils réellement ? En Chine, le chemin vers le mausolée de Mao Zedong où se trouve sa dépouille momifiée ne semble pas du tout ternir : depuis l'ouverture du site, en 1977, plus de 200 millions de personnes ont fait la longue queue sur la place Tian'anmen afin de voir

le Grand Timonier dans son coffre de crystal (Xinhua News, 2013).

Avec la chute du mur de Berlin, la disparition de l'Union soviétique et la transformation spectaculaire de la Chine suite aux réformes de Deng Xiaoping, la question de l'héritage communiste, y compris culturel, a émergée avec beaucoup de vigueur, voire avec beaucoup de violence au sein des anciens pays du bloc. Le débat est en effet très important. Que faire avec l'héritage d'un régime dictatorial vaincu et discrédité ? Faut-il le recouvrir d'un voile d'oubli, ou bien, il vaut mieux le transformer en simple objet d'histoire ? Les pays de l'Europe de l'Est semblent s'engager dans la voie de l'oubli et de la dérision. Quelle sera la voie chinoise ? Comment ces lieux de mémoire rouge, qui relient un lieu physique à la mémoire collective du peuple chinois, se sont-ils transformés depuis l'ouverture de la Chine en 1978 ? Sont-ils toujours des lieux où la mémoire d'une communauté se cristallise et se diffuse en suivant son évolution naturelle, ou bien sont-ils devenus les lieux de mémoire officiellement sanctionnés par le gouvernement chinois dans l'objectif de renforcer son propre héritage et promouvoir le tourisme interne ? En s'appuyant sur le cadre analytique des *lieux de mémoire* de Pierre Nora, cet article propose une réflexion sur les stratégies adoptées par la Chine qui lui permettent à la fois de préserver et de mettre en valeur son passé maoïste.

La politique de réformes de Deng Xiaoping et la réinvention du passé

Après la mort de Mao Zedong, la question de son héritage politique et culturel, fut au cœur de disputes au sein du PCC. Malgré les déclarations explicites de Mao contre sa momification et son culte post-mortem, les dirigeants chinois décidèrent de construire le Mausolée pour recueillir sa dépouille. Le but de cet acte était avant tout politique – il fallait sécuriser la position de la nouvelle génération de dirigeants communistes qui fondaient leur légitimité sur l'héritage de Mao. Ils n'avaient aucune autre source de légitimité et ils se trouvaient dans une situation assez précaire, voir vulnérable, après la mort du Grand Timonier. Ce n'est qu'après l'arrivée au pouvoir du Deng Xiaoping que ce mausolée a été progressivement transformé en monument dédié au patriotisme chinois et à l'unité ethnique et nationale de la Chine (Leese, 2012 : 116). Cette transformation illustre bien le processus de la réévaluation et de réinvention du passé maoïste qui a débuté en Chine en même temps que la politique de réformes et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping en 1978.

Contrairement à l'impression qu'ont pu donner les changements survenus en Chine depuis les trente dernières années, le PCC n'a jamais officiellement répudié Mao ou son héritage, puisque Deng Xiaoping formulait déjà en 1980 la mise en garde suivante : « quand nous écrivons sur les erreurs de Mao, nous ne devons pas les exagérer, sinon nous discréditerions le président Mao Zedong et cela reviendrait à discréditer notre Partie et notre État » (Dirlik, 2012 : 20-21). L'héritage maoïste est resté à peu près intact en renforçant ainsi la continuité historique du régime, car depuis Deng Xiaoping, tous les dirigeants chinois déclarent poursuivre l'œuvre entamée par Mao – la construction d'un État socialiste fort basé sur « le marxisme chinois », une version du marxisme qui s'inspire de la pensée de Mao Zedong et adaptée aux circonstances nationales.

La mise en valeur touristique, éducative et culturelle de l'héritage rouge répond à ce même objectif : à travers la reconstitution des sites liés au passé maoïste le gouvernement chinois réinterprète, voire réécrit, l'histoire du pays et du PCC au 20^{e} siècle. Le développement du tourisme rouge contribue ainsi à la création et à la propagation de la nouvelle image de Mao et de son époque. Le Grand Timonier est présenté comme un héros national qui a mené le PCC à la victoire en 1949 et qui a entamé

la transition de la Chine vers « le socialisme aux caractéristiques chinoises » (Dirlik, 2012 : 26-27). Mais cette transition s'est quelque peu égarée pendant une vingtaine d'années entre le milieu des années 1950 et la fin des années 1970 (à l'époque du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle), mais grâce aux efforts de Deng Xiaoping et de ses successeurs elle a retrouvé un souffle nouveau. Ce récit réinventé de la mémoire collective figure désormais dans tous les manuels scolaires, musées et ouvrages d'histoire officielle chinoise. Les sites rouges constituent ainsi une sorte de preuve visuelle et matérielle qui soutient cette nouvelle interprétation de l'histoire.

Le développement du tourisme rouge en Chine

L'expression « tourisme rouge » (hongsi luyou红色旅游) apparaît dans le vocabulaire chinois seulement en 2004. Il est utilisé pour la première fois dans le document intitulé le Plan de développement national 2004-2010 du tourisme rouge, qui fut publié par le Bureau central du PCC. L'objectif officiel de la promotion du tourisme rouge est, selon ce document, de rappeler au peuple chinois, en particulier aux jeunes générations, quelles étaient les grandes lignes de la lutte du Parti communiste chinois (PCC) contre le capitalisme, le féodalisme et l'impérialisme, et quels sacrifices cette lutte a exigé des leaders communistes de l'époque (Jaures, 2012 : 89). Ainsi, en faisant du tourisme rouge, on visite les lieux primordiaux liés avant tout à Mao Zedong et à son parcours révolutionnaire ainsi qu'à la lutte du PCC pour le pouvoir en Chine. On peut ainsi visiter le village natal du Grand Timonier (Hunan), l'endroit où le PPC fut fondé en 1921 (Shanghai) ; la base rouge à Yan'an (Shanxi), la ville où les communistes ont vécu pendant la guerre avec le Japon et d'où ils ont commencé la reconquête de la Chine en 1946. À cet objectif politique s'ajoute également une considération économique : la rénovation d'une centaine de hauts lieux révolutionnaires et la promotion du tourisme interne dans les zones périphériques. La plupart de ces sites se trouvent dans les régions souvent isolées et pauvres, leur rénovation permettrait d'augmenter les revenus de ses habitants.

Afin de promouvoir les sites de tourisme rouge, le gouvernement chinois a créé des agences de circuits touristiques spécifiques. À l'occasion de grandes célébrations nationales, comme par exemple le 60^{e} anniversaire de la fondation de la RPC en 2009, il a distribué gratuitement des « coupons de voyage » à destination de ces lieux rouges pour réduire sensiblement le coût du voyage. Au début, le tourisme rouge avait un goût un peu amer, car ce type de tourisme concernait davantage ceux qui n'avaient pas de moyens financiers pour choisir une autre destination.

Le plan de développement du tourisme rouge a été reconduit pour 5 ans, en mai 2011. Aux 100 sites déjà existants 130 autres sont venus s'ajouter. À l'horizon 2015, le nombre de déplacements annuels pour le tourisme rouge devrait dépasser 800 millions, avec une progression annuelle de 15 % (Jaurès, 2012 : 90-91). Cet objectif a été atteint et le tourisme rouge représente aujourd'hui un quart du total des déplacements touristiques à l'intérieur de la Chine. Ce regain de succès est le fruit d'efforts engagés par les autorités tant sur le plan économique que politique. D'une part, le ministère du tourisme a élargi et diversifié le programme d'activités proposées sur les lieux de mémoire rouge. Ainsi, certains sites proposent à des touristes d'assister aux reconstitutions historiques interprétées par des acteurs, d'autres donnent aux voyageurs la possibilité de participer à des batailles presque « authentiques » avec des simulacres d'armes et de chars d'assaut. Pour attirer un public plus jeune, on a construit de « parcs à thème » dignes de Disneyland dans ces hauts lieux de lutte révolutionnaire. L'accent est mis sur l'expérience personnelle des touristes qui leur permet de participer à des événements du passé révolutionnaire glorieux, en construisant ainsi le lien entre l'individu et la mémoire collective. Les

touristes peuvent aussi revivre ce qu'a subi l'Armée populaire de libération (APL) lors de ses campagnes militaires en passant une nuit dans une grotte ou en revêtant des habits de soldats. Par ailleurs, la visite des sites rouges fut incluse dans les programmes scolaires. Beaucoup d'écoliers et d'étudiants chinois ont effectué plusieurs « excursions rouges » dans les lieux qui sont, selon le président de la RPC, Xi Jinping, « une classe vivante pour étudier la tradition et apprendre de nouvelles choses » et qui « contiennent une riche sagesse politique et des aliments moraux » (Lam, 2012 : 8). Ainsi, la récupération de l'héritage maoïste par Deng Xiaoping et ses successeurs a entraîné non seulement la mise en valeur des sites révolutionnaires authentiques mais aussi la création d'un grand nombre de lieux de mémoire rouges nouveaux qui jouent désormais une place centrale dans la création de la nouvelle mémoire collective liée au passé maoïste et dans l'éducation patriotique de la jeunesse chinoise.

Cet intérêt des touristes chinois pour les sites rouges semble désormais dépasser les frontières chinoises. La maison natale de Marx, dans la ville allemande de Trèves, accueille 400 000 touristes chinois tous les ans (Hu, 2015). En Russie, les Chinois sont non seulement les seuls visiteurs d'innombrables sites rouges à Moscou et en province, mais aussi les investisseurs principaux qui restaurent ces lieux et qui les maintiennent en vie. En octobre 2015, l'Agence fédérale russe de tourisme a mis en place cinq nouveaux itinéraires afin de permettre aux touristes chinois à suivre le parcours révolutionnaire de Vladimir Lénine en visitant les lieux qui qui ont marqué sa vie, tels que Oulianovsk, la ville natale de Lénine sur la Volga ou Kazan, capitale du Tatarstan où Lénine a fait ses études (Sputnik News, 2015).

Depuis les années 2000 le développement du tourisme rouge fut aussi marqué par la marchandisation progressive de Mao et son image. Les boutiques des sites rouges proposent une vaste collection d'objets avec son portrait (affiches, tissus imprimés, tee-shirts, briquets, montres et porte-bonheurs), ainsi que des bustes et des statues à son effigie de tailles différentes, en plastique comme en or massif, pour tous les goûts et pour toutes les bourses. Mao et le passé révolutionnaire qu'il incarne sont devenus aujourd'hui un véritable objet de consommation, une sorte de marchandise culturelle, une marque qui fait vivre les communautés locales grâce aux recettes touristiques et aux nombreux emplois engendrés par ce nouveau type de tourisme en expansion. Pour ces communautés, Mao assume donc un rôle beaucoup plus prosaïque, celui d'attirer et de faire vendre.

Conclusion

Le développement du tourisme rouge en Chine s'inscrit de manière organique dans la tentative du gouvernement chinois actuel de réinventer le passé maoïste, de redorer le blason du PCC quelque peu terni par les scandales de corruption et d'abus de pouvoir des dernières décennies. Ainsi, ce passé est constamment mobilisé, taillé et maquillé. Les sites du patrimoine rouge forment collectivement un récit de l'histoire de la Chine et du PCC au 20^{e} siècle auquel a été retiré tout événement sombre, ou sujet « sensible ». Ce nouveau récit n'a plus de contenu politique mais il conserve toujours une description romantique du passé révolutionnaire et par l'extension, de l'ère maoïste, et de ses réalisations dans laquelle les hauts-faits du PCC sont mêlés à des histoires d'héroïsme, de sacrifice et de nobles aspirations. Le développement du tourisme rouge en Chine semble être à la fois la conséquence et l'outil de l'instrumentalisation de l'histoire en vue de légitimer le PCC et de récupérer l'héritage maoïste pour assurer la continuité du régime en place.

Références bibliographiques

Dirlik, A. (2012), Mao Zedong dans l'historiographie et le discours official chinois aujourd'hui, *Perspectives chinoises*, 2, p. 19-30.

Ho D. Y., Li J. (2015), From Landlord Manor to Red Memorabilia: Reincarnations of a Chinese Museum Town, *Modern China*, 35, p.1-35.

Hu M. (2015), Xiamen Garden planting seeds of friendship in Trier, *China Daily*, [En ligne] www.chinadaily.com.cn/world/2015-10/29/content_22311084.htm (Page consultée le 5 février 2016).

Jaurès A. (2012), Le tourisme rouge en Chine : véritable engouement ou carte forcée ?, *Monde chinois*, 29, p. 88-101.

Lam, W. (2012), Le renouveau maoïste et le virage conservateur dans la politique chinoise, *Perspectives chinoises*, 2, p. 5-17.

Leeses, D. (2012), A Place Where Great Men Rest? The Chairman Mao Memorial Hall, *in* Matten M.A. (dir.), *Places of Memory in Modern china : History, Politics, and Identity*, Leiden, Brill, p. 91-132.

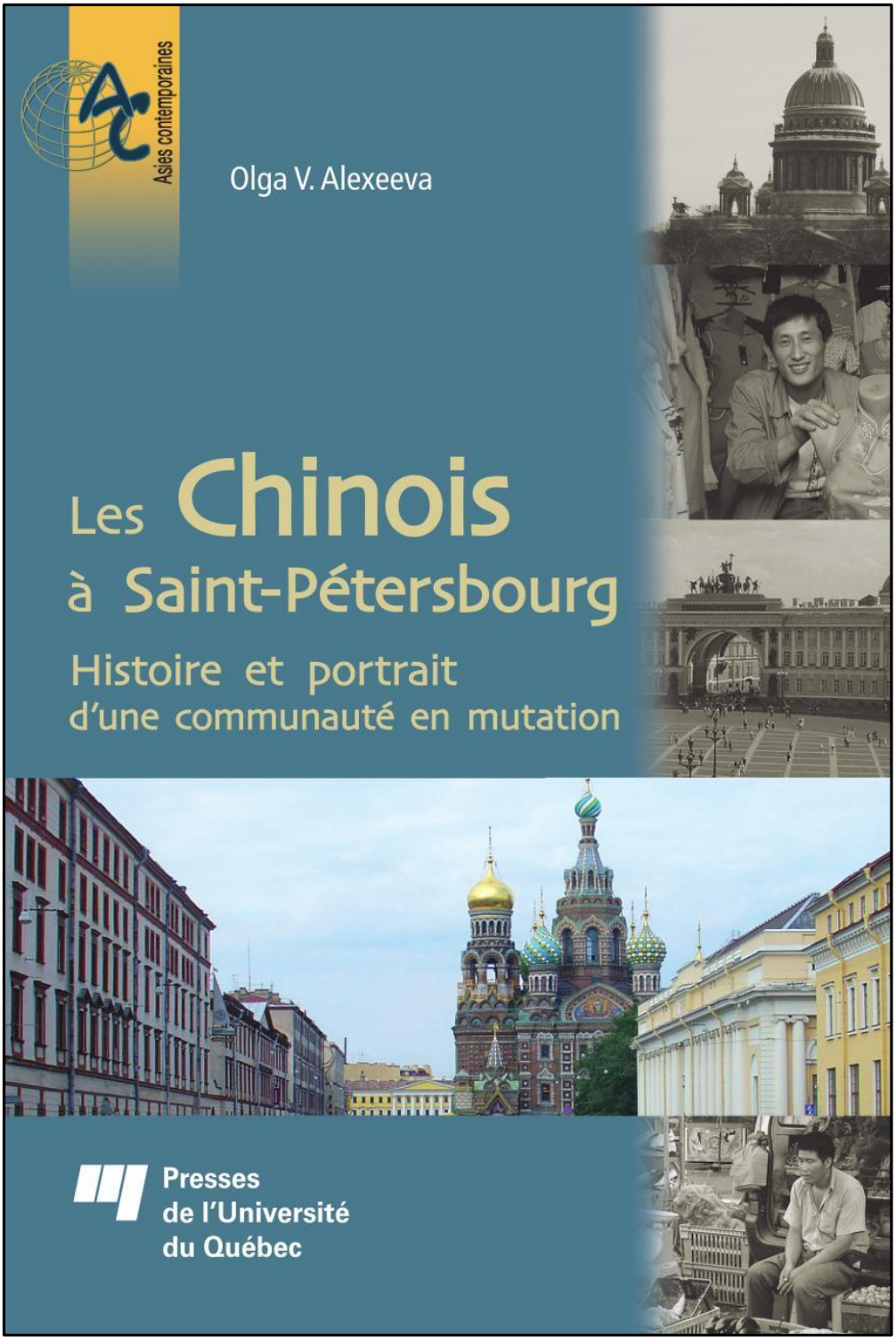
Spoutnik News (2015), "Tourisme rouge": sur les traces de Lénine et Mao, [En ligne] http://fr.sputniknews.com/international/20150703/1016833339.html (Page consultée le 3 février 2016).

Xinhua News (2013), Post-Mao China continues seeking revival, [En ligne] http://news.xinhuanet.com/english/china/2013-12/27/c_132999212.htm (Page consultée le 3 février 2016).

À propos de l'auteur

Sinologue et professeure d'Histoire de la Chine contemporaine à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Olga Alexeeva a écrit plusieurs articles sur la géopolitique et les relations internationales de la Chine.

L'auteure de Les Chinois à Saint-Pétersbourg. Histoire et portrait d'une communauté en mutation (PUQ, 2015), elle s'intéresse particulièrement à l'histoire des migrations chinoises en Europe.



Alexeeva, O.V. (dir.) (2015). *Les Chinois à Saint-Pétersbourg. Histoire et portrait d'une communauté en mutation*. Presses de l'Université du Québec, Québec.

ARTICLE

La Chine et ses objectifs géopolitiques à l'aube de 2049

Tanguy Struye de Swielande[1]

[1] **Professeur à l'Université catholique de Louvain la Neuve, et aux Facultés universitaires catholiques de Mons et à l'École Royale Militaire, tanguy.struye@uclouvain.be**

Résumé : L'article s'appuie sur la géopo litique classique pour offrir une grille de lecture originale de la grande stratégie étrangère chinoise à l'horizon 2049. Bien que tenant compte des limites de l'approche, l'auteur défend que la Chine, à travers la nouvelle route de la Soie vise non seulement à dominer le Rimland (Spykman), mais également l'île-monde (Mackinder).

Summary: The present article relies on classical geopolitics in order to offer an original guideline of China's grand strategy **up until** 2049. While being aware of the limits posed by the geopolitical approach, the author argues that China, through the New Silk Road, not only aims to dominate the Rimland (Spykman) but also the World Island (Mackinder).

Mots-clés: Géopolitique classique, Mackinder, Spykman, Rimland, Eurasie, île-monde, jeu de Go

Keywords: Classical geopolitics, Mackinder, Spykman, Rimland, Eurasia, World-island, Go game.

Cet article se donne comme objectif de faire une analyse prospective des objectifs géopolitiques de la Chine d'ici 2049. A cette date, la Chine fêtera le centenaire de la RPC et devrait enfin réaliser le « Rêve Chinois », c'est-à-dire retrouver son statut de numéro un sur la scène mondiale, projet défendu par le président Xi depuis son arrivée à la tête du parti communiste fin 2012.

1. Contrôle du Rimland : La Chine à la poursuite de l'empire mongol ?

Le Rimland, concept développé par Spykman en 1942, comprend géographiquement une ceinture continue allant de la Scandinavie à la Chine maritime : « le Rimland de la superficie eurasienne doit être vu comme une région intermédiaire située… entre le heartland (cœur du monde) et les mers périphériques (voir figure 1). Cette région équivaut à une vaste zone tampon de conflits entre la puissance maritime et la puissance terrestre. Orienté des deux côtés, elle doit fonctionner de manière amphibie et se défendre aussi bien sur terre qu'en mer »[4]. Mahan, dans *The Problem of Asia and its effect upon International Politics*, en 1900, mentionne déjà une « *bande intermédiaire débattue et discutable* », allant de la Turquie à la Mandchourie[5].

J. Fairgrieve parlera en 1915 de « crush zone », comprenant « la Finlande, la Suède, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse, la Pologne, les Balkans, l'Iran, l'Afghanistan, le Siam et la Corée ». S. Cohen qualifiera cette région quelques décennies plus tard comme la «shatterbelt»: « *Une grande région stratégiquement située, occupée par un certain nombre d'Etats en conflits et qui est, par ailleurs, coincée entre les intérêts conflictuels des grandes puissances adjacentes* »[6].

Si chacun définit cette région de façon plus ou moins analogue, tout en y apportant des nuances, le raisonnement de base est le même. Il faut à tout prix éviter l'union du Rimland et du Heartland, ou un Rimland dominé par une puissance car, comme l'indique Spykman : « *Celui qui domine le Rimland domine l'Eurasie ; celui qui domine l'Eurasie tient le destin du monde entre ses mains* »[7]. Le contrôle du Rimland et des mers par une puissance maritime n'est cependant pas synonyme de contrôle du Heartland, mais signifie l'impossibilité d'une domination du monde par le Heartland[8]. Dès lors, les pays situés dans le Rimland

[4] Spykman, N., *The Geography of the Peace*, New York, Harcourt, Brace and Co, 1944.

[5] Mahan, A., *The Problem of Asia and its effect upon International Politics*, Boston, Little Brown, 1900.

[6] Cohen, S., *Geography and Politics in a Divided World*, New York, Random House, 1963, pp.83-87.

[7] Spykman, N., *The Geography of the Peace*, New York, Harcourt, Brace and Co, 1944, p.43.

[8] Gray, C., *The Geopolitics of the Nuclear Era*, New York, Crane, Russak & Co, 1977, p.15.

ont été, ces dernières décennies, déchirées entre l'adhésion à la sphère d'influence de la puissance terrestre (Russie) ou maritime (Etats-Unis). Et si, ces dernières années, la situation s'est fortement complexifiée en raison de l'évolution de l'ordre international, c'est toujours selon nous dans le Rimland que se joue le vrai rapport de forces entre les grandes puissances.

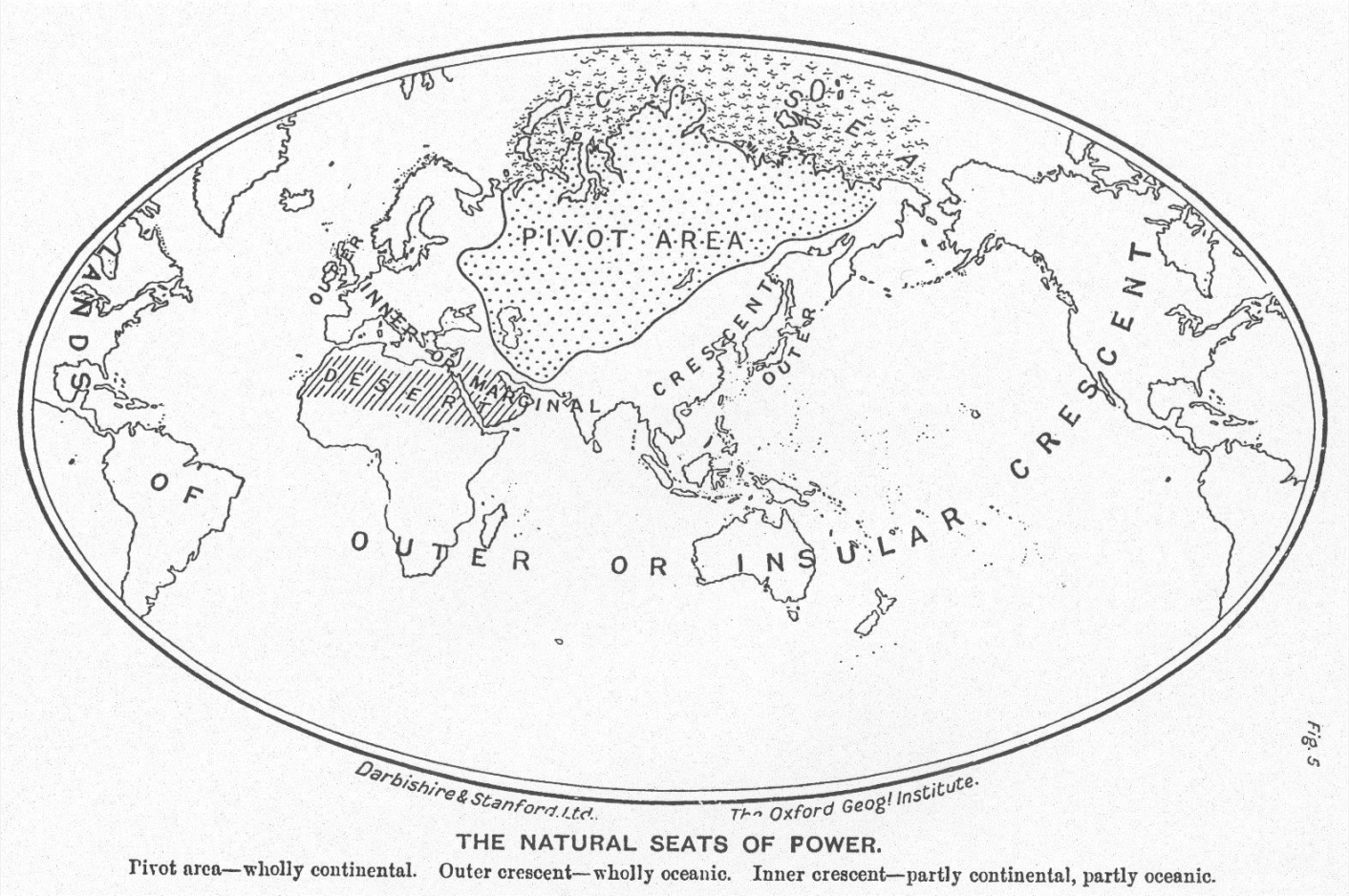
Le Rimland forme toujours, dans la pensée collective des Etats-Unis et de la Russie, une zone tampon entre la puissance maritime et la puissance terrestre. La volonté américaine de freiner les avancées russes vers les mers chaudes et le désir de la Russie d'accéder à ces mêmes mers chaudes via l'Europe et le Moyen-Orient demeurent une réalité[9]. En effet, après la Guerre froide, les Etats-Unis ont renforcé leur présence sur le Rimland, espérant le contrôler via l'élargissement de l'OTAN et une plus grande présence dans le Caucase et en Asie centrale, sans oublier le Moyen-Orient où Washington essaie de contrer l'influence russe – notamment en Syrie et en Iran. Il s'agit pour Washington de poursuivre son ancienne doctrine de l'endiguement : priver la Russie (et la Chine) d'accès aux mers chaudes et donc aux différents détroits. La Russie, pour sa part, intensifie ses efforts pour contrer cette politique américaine et affermir ses positions dans les régions du Caucase et d'Asie centrale par le renforcement des relations au sein de la Communauté des Etats Indépendants, la création de l'Organisation du Traité de Sécurité ou le recours à l'arme énergétique.

Toutefois, la concurrence traditionnelle entre les Etats-Unis et la Russie sur le Rimland doit désormais tenir compte d'un nouveau paramètre : la Chine. Cette dernière s'affirme de plus en plus dans la région à travers une lecture asiatique de la géopolitique qui se traduit dans la pratique par une application du jeu de Go. Alors que la culture occidentale privilégie des jeux comme les échecs, qui postulent un affrontement direct visant la défaite de l'adversaire, la culture asiatique, en particulier chinoise, favorise une approche plus indirecte. Dans le jeu de Go, les actions apparaissent de prime abord non associées, alors que la logique de l'action se révèle ultérieurement, au fur et à mesure des jonctions entre les actions. Le succès ne s'obtient pas en un coup ou grâce à un déplacement ; il résulte d'une multitude d'actions aux objectifs variés, mais au service d'une grande stratégie. De plus, la victoire ne se traduit pas par une domination incontestée mais plutôt par un partage avantageux du territoire (acquisition de zones d'influence). L'accent est mis sur les stratégies relationnelles plutôt que sur les stratégies d'affrontement.

Avec une grande subtilité, Pékin laisse Moscou et Washington s'opposer sur l'échiquier du Rimland, tout en essayant de profiter de cette rivalité historique pour accroître sa propre influence dans cette ceinture régionale. Dès le début des années 90, la Chine veille à régler les conflits frontaliers avec les pays d'Asie centrale et accroît son influence dans la région à travers l'Organisation de Coopération de Shanghai, sans oublier la politique du carnet de chèques (investissements, prêts), la construction de différents oléoducs (Kazakhstan) et gazoducs (Turkménistan) vers le Xinjiang et le développement de nombreuses routes et voies ferroviaires vers les différents Etats de la région. La présence chinoise se traduit également à travers les Instituts Confucius, les sommets bilatéraux et le China-Eurasia Expo. Après avoir soigneusement placé ses pions en Asie centrale (y compris en Afghanistan et au Pakistan) depuis 20 ans, d'autres pays et régions sont d'un intérêt grandissant pour Pékin : l'Asie du Sud-est, le Moyen-Orient, le Caucase, la Turquie et l'Union européenne. En Asie du Sud-est, la Chine investit fortement dans des projets d'infrastructures. Kunming

[9] Lire également à ce sujet Struye de Swielande, T.., « Piraterie maritime: un nouveau rapport de force dans l'Océan indien? », in *Notes d'analyse* de la Chaire InBev-Baillet Latour sur les relations Union européenne – Chine (Université catholique de Louvain), numéro 1, février 2009.

FIGURE 1
Le pivot géographique de l'histoire, selon Mackinder, H.J. (1904)



Source de la carte : H. J. Mackinder, The Geographical Pivot of History, *Geographical Journal*, Vol. 23, No. 4 (Apr. 1904), pp. 421-437.

(province du Yunnan) en Chine devient la nouvelle plaque tournante à partir de laquelle la Chine compte pénétrer l'ancienne Indochine à travers, entre autres, le *Greater Mekong Subregion Programme* et différents couloirs commerciaux : Kunming-Bangkok, Kunming-Haiphong et Kunming-Kyaukpyu. Même le Guangxi est concerné avec le projet Nanning-Singapore Economic Corridor[10]. La Chine compte investir plus de 40 milliards de dollars dans le projet au Pakistan dit du *China-Pakistan Economic Corridor* (construction d'oléoducs, voies ferrées, routes, etc du port de Gwadar vers Kashgar, en province du Xinjiang via le Khunjerab Pass). Au Moyen-Orient, la Chine se concentre avant tout sur l'Iran, mais également de plus en plus sur l'Arabie Saoudite et le Qatar. Dans le Caucase, les relations avec l'Azerbaïdjan se sont développées. Quant à la Turquie, la relation entre les deux pays est en pleine expansion, tant au niveau commercial et militaire que dans le domaine des infrastructures. Par rapport à l'Union européenne, la pénétration chinoise est réelle depuis la crise économique, la porte d'en-

[10] Volonté de contrôler le Rimland asiatique (ASEAN).

trée étant principalement les économies européennes fortement touchées par la crise (Grèce, Espagne et Portugal), mais également certains pays d'Europe de l'Est (Bulgarie, Roumanie, Hongrie) et les Balkans (Serbie). Les sociétés chinoises s'intéressent entre autres aux ports (ex. port de Pirée), aux compagnies ferroviaires (OSE) et au développement du corridor paneuropéen n°10 reliant la Turquie à l'Europe.

L'objectif de ces politiques est de renforcer la connectivité entre les acteurs du Rimland, étape importante de la stratégie du jeu de go qui permet d'encercler une zone pour la faire entrer dans la zone d'influence chinoise. Un fond de 40 milliards de dollars (*Silk Road Project Fund*) a d'ailleurs été mis sur pied en 2014, pour financer principalement des projets d'infrastructure de la *Silk Road Economic Belt* et de la *Maritime Road Economic Belt* (branche maritime)[11]. Au cours de cette même année, les Chinois ont fondé l'*Asian Infrastructure Investment Bank*, avec un capital de départ de 50 milliards de dollars (majoritairement financée par la Chine). La Chine essaie ainsi de recréer la fameuse Route de la Soie qui connut sa période de gloire lors de l'apogée de l'empire mongol et qui, historiquement, comprenait deux branches, une via l'Asie centrale vers l'Europe et la Russie et une autre vers l'Asie du Sud et Sud-est via entre autres des pays et régions comme le Tibet, le Myanmar, le Vietnam et l'Inde.

In fine, la Chine a conscience qu'elle est comme, l'empire Mongol en son temps, une puissance du Rimland, mais une puissance mi-terrestre et mi-maritime. Aussi, il apparaît que le dessein à très long terme de la Chine est de contrôler le Rimland en isolant (ou en s'alliant[12] avec) la Russie, tout en concurrençant la puissance maritime américaine.

2. Objectif : île-monde?

Une observation de la politique étrangère chinoise conduit toutefois à se demander si les objectifs à très long terme ne seraient pas encore plus ambitieux. En effet, ne s'agirait-il pas tout simplement de contrôler « l'île-monde » dont parlait H.J. Mackinder dans ses écrits de 1904 ? Ce dernier définissait « l'île-monde » comme la masse terrestre comprenant l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Le centre était formé d'un heartland eurasien (cela correspond plus ou moins à l'ancienne Union soviétique) et d'un heartland africain, lequel correspond à l'actuelle RDC.

En d'autres termes, et toujours dans la logique du jeu de Go, nous estimons qu'il ne faut pas séparer la politique menée par la Chine en Afrique de celle menée sur le Rimland ; en effet, sur le continent africain, la Chine apparait également suivre une logique bien définie. Si la Chine y est présente pour les matières premières, elle a rapidement compris le frein que représenterait l'absence de développement des infrastructures. A titre d'exemple, la Chine a déjà reconstruit la voie ferroviaire de Benguela. Elle s'apprête maintenant à lancer le projet de reconstruction de la *East Africa Railway* en Afrique de l'Est et de la *Trans-Kalahari Railway* qui traversera le continent de la Namibie vers le Botswana. Pékin a également conclu un partenariat avec l'Union africaine afin de construire des infrastructures reliant toutes les capitales du continent. Or ces infrastructures seraient facilement connectables à celles de la Route de la Soie, entre autres via l'Egypte, nouveau pilier de cette initiative, renforçant ainsi la stratégie du jeu de Go chinois.

Ceci est d'autant plus le cas si l'on considère que la Route de la Soie comprend également, comme déjà mentionné, une branche maritime, au départ de la Chine (Fuzhou) pour atteindre Venise en passant par le détroit de Malacca, l'océan Indien, le canal de Suez et la Méditerranée[13]. Par ailleurs, le fameux collier de

[11] Cf infra.

[12] La Chine vise actuellement à renforcer son partenariat avec la Russie à travers, entre autres, son soutien à certaines questions internationales telles que l'Ukraine/Crimée, ou en concluant des contrats gaziers (voir les deux accords conclus en 2014, pour plus ou moins 800 milliards de dollars).

[13] La Chine a d'ailleurs également prévu une alternative au Canal de Suez, en projetant de rejoindre la Méditerranée via Israël (*Red-Med Railway*/ Désert du Néguev-port d'Eilat).

perles[14] apparaît également prendre en compte de manière croissante la côte est de l'Afrique, où la Chine modernise des ports au Kenya, en Tanzanie, au Mozambique… S'il s'agit avant tout de protéger les routes maritimes (*Sea Lines of Communication*), l'objectif n'est-il pas non plus, à long terme, de protéger « l'île-monde » contre la puissance maritime américaine ? La stratégie viserait alors à éloigner la puissance maritime (les Etats-Unis) des côtes, ce que Pékin essaie déjà de faire aujourd'hui en Mer de Chine du Sud (en essayant de prendre le contrôle de la première ligne de défense), par le déni d'accès par exemple. A ce titre, toute la lutte contre la piraterie maritime à laquelle participe la Chine peut être analysée comme faisant partie d'un objectif plus large de contrôle des voies maritimes depuis les côtes africaines jusqu'à Hainan[15].

Dès lors la grande stratégie chinoise ne serait-elle pas établie en accord avec les propos de Mackinder, « *qui contrôle le cœur du monde commande à l'île du monde, qui contrôle l'île du monde commande au monde* » ? *Dans un tel contexte, il s'agit alors de contrôler, ou en tout cas d'avoir dans sa zone d'influence, les deux centres de l'île-monde : les Heartlands eurasien et centrafricain.*

Ce scénario peut paraître fictif, toutefois les Chinois, en bons joueurs de Go, placent aujourd'hui leurs pierres sur le damier mondial, chaque pierre étant connectée à un moment donné aux autres. Ceci est d'autant plus le cas que la Chine interprète le temps très différemment de l'Occident, et développe ainsi une grande stratégie sur le très long terme. Cette grande stratégie ne se réalisera probablement pas, car d'autres puissances s'y opposeront, en particulier les Etats-Unis – sans parler du défi que représente l'instabilité de certaines régions de « l'île-monde ». Elle offre cependant, à partir d'un angle géopolitique, donc partiellement déterministe et avec les limites propres à cette perspective, un cadre conceptuel possible permettant de comprendre la cohérence de la politique étrangère chinoise contemporaine.

Cela étant, il apparaît qu'on ne soit qu'au début d'une longue recomposition historique de l'île-monde. En d'autres termes, le monde est en pleine évolution et une nouvelle carte géopolitique se dessine.

À propos de l'auteur

Tanguy Struye de Swielande est professeur à l'Université catholique de Louvain, où il enseigne les relations internationales. Il est membre du Centre d'études des crises et conflits internationaux (CECRI), fondateur du réseau GENESYS et membre associé au CQEG. Ses domaines de recherche sont la géopolitique des puissances émergentes, les États-Unis et la prise de décision en relations internationales.

Monsieur Struye a également rédigé plusieurs ouvrages, notamment «*Duel entre l'aigle et le dragon pour le leadership mondial*» (Peter-Lang, Bruxelles, Louvain-la-Neuve, 2015) et co-dirigé «*Power in the 21st century - determinants and contours*» (Coll. Scène international PUL, CIACO, Louvain-la-Neuve, 2015) (co-direction Dorothée Vandamme).

[14] Le collier de perles aurait comme objectifs le long des SLOCS d'avoir accès à des ports s'étendant de la mer de Chine du Sud à l'Afrique en passant par le Moyen-Orient : Hainan (Chine), Sittwe et les îles Coco (Myanmar), Gwadar, Pasni (Pakistan), Chittagong (Bangladesh), Sri Lanka, Maldives et îles Maurice. Ces accès à ces ports devraient permettre à la Chine de se servir de ces lieux comme bases logistiques, de ravitaillement…

[15] Construction d'une base logistique à Djibouti d'ici 2017.

CQEG
Conseil québécois d'études géopolitiques

HEI
HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES
Comprendre. Débattre. Agir.

UNIVERSITÉ LAVAL
Faculté de foresterie, de géographie et de géomatique
Département de géographie

Le CQEG en bref...

Comité de direction

DIRECTEUR : **Frédéric Lasserre**, Département de géographie, Université Laval
DIRECTEUR ADJOINT : **Éric Mottet**, Département de géographie, UQAM

Pierre-Louis Têtu, rédacteur du bulletin *Regards géopolitiques*
Marine Boulanger, représentante des étudiants de 2e cycle
Inès Carine Singhe, représentante des étudiants de 3e cycle
Sylvie St-Jacques, conception graphique
Réviseurs : Frédéric Lasserre et Éric Mottet

Mission

- Favoriser les recherches universitaires pluridisciplinaires en géopolitique au Québec, en se basant sur un réseau de chercheurs national et international.
- Contribuer à la réflexion sur l'apport de la géographie, plus particulièrement de la géographie politique, à la compréhension des phénomènes sociaux, économiques et politiques contemporains à travers le monde.
- Favoriser le recrutement d'étudiants gradués.
- Favoriser la pérennisation de la recherche en demandant à terme une reconnaissance institutionnelle auprès de la Commission de la recherche de l'Université Laval.
- Valoriser l'apport d'une réflexion géopolitique dans les recherches menées par les membres, en collaboration avec les autres groupes de recherche de l'IQHEI (GÉRAC, Centre de recherche sur la sécurité notamment) et d'autres centres de recherche ailleurs au Canada et à l'étranger.

www.hei.ulaval.ca/fr/cqeg
cqeg@hei.ulaval.ca